

# BALO

## BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER  
MINISTRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction de l'information  
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

[www.dila.premier-ministre.gouv.fr](http://www.dila.premier-ministre.gouv.fr)

[www.journal-officiel.gouv.fr](http://www.journal-officiel.gouv.fr)

### Publications périodiques

### Comptes annuels

**CHINA CONSTRUCTION BANK (EUROPE) SA**

Société de droit Luxembourgeois au capital de 550 000 000 €

Siège social : 1, boulevard Royal – L-2449 LUXEMBOURG

B 176 131 R.C.S. Luxembourg

**Comptes annuels pour l'exercice clos au 31 décembre 2024****I. – Bilan**

(En euros.)

<b>Actifs</b>	<b>Note(s)</b>	<b>31/12/2024</b>	<b>31/12/2023</b>
Caisse, soldes auprès des banques centrales et des banques postales	3, 7	250 611 116	830 621 685
Prêts et avances aux établissements de crédit	3, 13	222 847 928	306 186 299
a) remboursable sur demande		54 742 965	88 114 665
b) autres prêts et avances		168 104 963	218 071 634
Prêts et avances aux clients	3	1 990 551 835	2 020 375 135
Instruments de dette à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	3, 4, 8, 13	434 801 295	435 374 304
a) émis par des organismes publics		225 205 668	243 723 683
b) émis par d'autres emprunteurs		209 595 627	191 650 621
Immobilisations incorporelles	5	100 161	126 049
Immobilisations corporelles	5	2 074 930	1 910 271
Droit d'utilisation des actifs	6	25 934 195	12 077 396
Instruments financiers dérivés	3, 4, 13	34 229 158	34 268 952
a) Swaps de taux d'intérêt		32 401 701	33 595 479
b) Swaps de change		1 827 457	673 473
Autres actifs	9, 13	14 706 181	11 213 576
Charges constatées d'avance et produits à recevoir	10	7 640 667	3 823 199
<b>Total des actifs</b>		<b>2 983 497 466</b>	<b>3 655 976 866</b>

<b>Passifs</b>	<b>Note(s)</b>	<b>31/12/2024</b>	<b>31/12/2023</b>
Dettes envers les établissements de crédit	3, 4, 13	1 449 737 356	1 625 112 829
a) remboursable sur demande		-	-
b) avec des dates d'échéance ou des délais de préavis convenus		1 449 737 356	1 625 112 829
Montants dus aux clients	3, 4, 14	828 168 654	362 959 502
a) remboursable à vue		44 998 826	41 210 952
b) avec des dates d'échéance ou des délais de préavis convenus		783 169 828	321 748 550
Dette attestée par des certificats	3, 4, 15	-	952 568 414
a) titres de créance en circulation		-	952 568 414
Instruments financiers dérivés	3, 4, 13	50 965 834	88 628 646
a) Swaps de taux d'intérêt		44 159 235	77 189 696
b) Swaps de change		6 806 599	11 438 950
Autres dettes	13, 16	33 378 395	15 504 863
Charges à payer et produits constatés d'avance	11	7 025 799	11 658 938
Dettes subordonnées	3, 12, 13	70 491 838	70 638 838
Provisions	17	17 138 315	16 589 675
a) provisions pour impôts	17.1	9 293 264	9 141 630
b) autres provisions	17.3	7 845 051	7 448 045
Capital souscrit	18	550 000 000	550 000 000
Réserves	18	2 854 607	-3 021 737
Réserve légale		100 000	100 000
Réserve libre		800 000	800 000
Réserve non distribuable		3 200 000	-
Réserve de juste valeur		-1 245 393	-3 921 737
Perte reportée	18	-37 863 102	-51 801 765
Bénéfice de l'exercice	18	11 599 770	17 138 663
<b>Total du passif</b>		<b>2 983 497 466</b>	<b>3 655 976 866</b>

Eléments de Hors Bilan	Note(s)	31/12/2024	31/12/2023
Engagements de Garanties	3, 31	17 566 506	29 834 433
Engagements de Financements	3, 31	426 825 621	421 741 448

## II. – Compte de résultat

(En euros.)	Note(s)	2024	2023
Intérêts à recevoir et produits assimilés	13, 20	198 961 335	188 302 850
Intérêts à payer et charges assimilées	6, 13	-158 900 558	-150 433 363
Commissions à recevoir	13, 20	26 682 398	20 148 164
Commissions à payer		-300 256	-410 362
Gain/(perte) net(te) sur opérations financières	4, 21	-6 132 116	1 057 116
Autres produits d'exploitation	13, 20, 22	10 148 288	13 868 342
Autres charges d'exploitation	13, 23	-783 122	-2 100 433
Frais administratifs généraux		-47 836 104	-45 066 352
a) frais de personnel	25, 29	-37 338 165	-36 935 498
Affichage séparé :			
- salaires et traitements		-31 514 234	-30 821 876
- frais de sécurité sociale		-4 470 568	-4 235 654
Dont :			
- relatif à la pension		-1 111 803	-1 357 271
- autres frais de personnel		-1 353 363	-1 877 968
b) autres dépenses administratives	24, 30	-10 497 939	-8 130 854
Corrections de valeur relatives aux immobilisations corporels et incorporels, au droit d'utilisation des actifs	5, 6	-5 990 844	-4 938 907
Corrections de valeur sur prêts et avances et provisions pour risques et engagements éventuels	3, 26	782 115 433	
Corrections de valeur relatives aux valeurs mobilières		42 672	82 592
Impôt sur les bénéfices ou les pertes des activités ordinaires	27	-3 034 037	-1 747 250
Autres taxes non indiquées dans les rubriques précédents	28	-2 040 000	-2 056 792
Bénéfice de l'exercice		11 599 770	17 138 663

## III. – Notes aux états financiers

### Note 1. – Informations générales

China Construction Bank (Europe) SA (la « Banque » ou « CCB (Europe) SA ») a été constituée au Grand-Duché de Luxembourg le 14 février 2013 sous la forme d'une société anonyme. Son siège social est établi à Luxembourg, au 16, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, et son numéro d'immatriculation au RCSL (Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg) est B 176.131.

La Banque a reçu sa licence bancaire du Ministère des Finances le 11 juillet 2013.

Son capital social total s'élève à 550 000 000 EUR (2022 : EUR : 550 000 000) et elle est entièrement détenue par China Construction Bank Corporation, Pékin, Chine (« CCB China »). Au 31 décembre 2024, le capital social de la Banque se compose de 100 000 actions (entièrement libérées) d'une valeur nominale de 5 500 EUR (2023 : 5 500 EUR) pour un prix de souscription global de 550 000 000 EUR.

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 3 juillet 2020 a décidé d'augmenter le capital social de la Banque d'un montant de 350 000 000 euros, par une augmentation de la valeur nominale de chaque action existante de 2 000 euros à 5 500 euros, sans émission d'actions nouvelles. Le montant correspondant à cette augmentation de capital de catégorie 1 a été intégralement libéré par l'actionnaire unique.

En mars 2020, la Banque a émis des capitaux de catégorie 2 en concluant un accord de prêt subordonné avec China Construction Bank Corporation, succursale de Luxembourg pour un montant de 70 000 000 EUR, qui a été entièrement financé le 30 avril 2020.

Les comptes annuels de la Banque sont inclus dans les comptes annuels consolidés de China Construction Bank Corporation, Pékin. Les comptes annuels consolidés sont disponibles au siège social de la Banque, situé au 25, Finance Street, Xicheng District, Pékin 100033, Chine.

La Banque prépare ses états financiers en euro (EUR), monnaie dans laquelle son capital est exprimé. L'exercice comptable de la Banque coïncide avec l'année civile.

Les états financiers sont préparés sur la base de la « continuité d'exploitation » et toutes les valeurs sont arrondies à l'euro le plus proche, sauf indication contraire.

La Banque possède six succursales en Europe, situées à Paris, Barcelone, Milan, Amsterdam, Varsovie et Budapest. Ces états financiers incluent les opérations de ces six succursales.

## Note 2. – Résumé des principales conventions comptables et règles d'évaluation

### 2.1. – Base de présentation

Ces états financiers ont été établis conformément aux lois et règlements en vigueur au Grand-Duché de Luxembourg et sur la base des principes comptables généralement admis dans le secteur bancaire au Grand-Duché de Luxembourg. Les méthodes comptables et les principes d'évaluation sont déterminés et appliqués par le Conseil d'administration, à l'exception de ceux définis par la loi et par la Commission de Surveillance du Secteur Financier (« CSSF »).

La loi modifiée du 17 juin 1992 autorise les établissements financiers à publier leurs états financiers conformément aux Lux GAAP en utilisant certaines normes IAS/IFRS adoptées par l'Union européenne (« options IAS »). Le 1<sup>er</sup> janvier 2022, la Banque a choisi d'établir ses états financiers annuels selon le référentiel comptable mixte, ou « régime mixte ». (Principes comptables généralement reconnus au Grand-Duché de Luxembourg, « Lux GAAP » avec « options IAS »). La Banque a adopté les normes IFRS 9 et IFRS 16 pour l'établissement de ses états financiers conformément au régime mixte depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2022.

La Banque veille au respect des dispositions des articles 7 et 41 de la loi modifiée du 17 juin 1992 relative à la présentation des comptes annuels.

Les principales méthodes comptables appliquées à la préparation de ces états financiers sont décrites ci-dessous. Sauf indication contraire, elles ont été appliquées de manière cohérente à toutes les périodes présentées.

### 2.2. – Monnaies étrangères

La Banque utilise un système comptable multidevise qui enregistre tous les actifs et passifs dans leur devise d'origine. Pour l'établissement des états financiers exprimés en euros, les montants en devises étrangères sont convertis comme suit :

Tous les actifs et passifs monétaires sont convertis en EUR au taux de change au comptant à la date du bilan.

Monnaie	31/12/2024	31/12/2023
AUD	0,59747864	0,61587732
CAD	0,67028621	0,68315344
CHF	1.06541658	1.07828337
CNY	0,13150800	0,12677003
CZK	0,03973457	0,04044653
DKK	0,13408600	0,13418856
EUR	1,00000000	1,00000000
GBP	1.20743782	1.15048320
HKD	0,12411568	0,11561228
HUF	0,00243031	0,00261390
NOK	0,08489541	0,08918220
PLN	0,23388530	0,23012841
SEK	0,08734616	0,08987633
USD	0,96385542	0,90342398

Les actifs détenus en tant qu'immobilisations financières et actifs corporels, qui ne sont pas couverts sur les marchés au comptant ou à terme, sont convertis en EUR aux taux en vigueur à leur date d'acquisition.

Les revenus et les dépenses en devises étrangères sont enregistrés dans leur devise d'origine et convertis en EUR au taux de change en vigueur à la date de la transaction.

Les opérations de change au comptant sont converties en euros au taux de change au comptant en vigueur à la date du bilan. Les gains et pertes de change résultant des opérations au comptant non couvertes par des opérations à terme sont comptabilisés au compte de résultat de l'exercice.

Les actifs et passifs en devises étrangères sont convertis en euros au taux de change au comptant en vigueur à la date de clôture, et leurs comptes de résultat sont convertis aux taux de change au comptant en vigueur à la date des transactions. Les écarts de change résultant de la conversion des bilans des succursales de la Banque dans l'UE sont comptabilisés en résultat net des opérations financières.

### **2.3. – Instruments financiers**

Les actifs et passifs financiers, à l'exception des liquidités, des avoirs auprès des banques centrales et des banques postales, des prêts et avances à la clientèle/établissements de crédit et des avoirs dus à la clientèle/établissements de crédit, sont initialement comptabilisés à la date de transaction, c'est-à-dire à la date à laquelle la Banque devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument.

Le classement des instruments financiers lors de leur comptabilisation initiale dépend de leurs modalités contractuelles et du modèle économique de gestion des instruments. Les instruments financiers sont initialement évalués à leur juste valeur (telle que définie dans la note 2.5). Sauf dans le cas des actifs et passifs financiers comptabilisés à la juste valeur par le biais du compte de résultat (« FVPL »), les frais de transaction sont ajoutés ou soustraits de ce montant.

Après la comptabilisation initiale, une provision pour pertes de crédit attendues (« ECL ») est comptabilisée pour les actifs financiers évalués au coût amorti (« CA ») et les investissements en instruments de dette évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (« FVOCI »), ce qui entraîne une perte comptable.

### **2.4. – Comptabilité de couverture et couvertures économiques**

Dans le cadre de sa gestion des risques, la Banque a identifié une série de catégories de risques avec des stratégies de couverture correspondantes utilisant des instruments dérivés.

La Banque a choisi d'appliquer la comptabilité de couverture à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022. Sa stratégie consiste à appliquer la comptabilité de couverture de juste valeur afin de maintenir la sensibilité aux taux d'intérêt dans les limites fixées. L'application de la comptabilité de couverture de juste valeur permet à la Banque de réduire les fluctuations de juste valeur des instruments financiers à taux fixe comme s'il s'agissait d'instruments à taux variable indexés sur les taux de référence attribuables.

### **2.5. – Détermination de la juste valeur**

La Banque considère la juste valeur comme le prix qui serait reçu pour vendre un actif ou payé pour transférer un passif dans une transaction ordonnée sur le marché principal (ou le plus avantageux) à la date d'évaluation dans les conditions actuelles du marché (c'est-à-dire un prix de sortie), que ce prix soit directement observable ou estimé à l'aide d'une technique d'évaluation.

La Banque utilise le cours acheteur de Bloomberg à la date d'évaluation comme évaluation des instruments financiers évalués à la juste valeur, en suivant la hiérarchie pour déterminer et divulguer la juste valeur des instruments financiers par technique d'évaluation :

Juste valeur de niveau 1 – Valeurs dont les données d'évaluation sont des cours non ajustés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques, auxquels la Banque a accès à la date d'évaluation. La Banque considère les marchés comme actifs uniquement si les activités de négociations sont suffisantes au regard du volume et de la liquidité des actifs ou des passifs identiques et si des cours fermes et exerçables sont disponibles à la date du bilan.

Juste valeur de niveau 2 – Instruments dont les données d'entrées utilisées pour l'évaluation sont significatives et proviennent de données de marché observables directement ou indirectement, disponibles sur toute la durée de vie de l'instrument. Ces données comprennent les cours d'actifs ou de passifs similaires sur des marchés actifs, les cours d'instruments identiques sur des marchés inactifs et des données observables autres que les cours, telles que les taux d'intérêt et les courbes de rendement, les volatilités implicites et les écarts de crédit. De plus, des ajustements peuvent être

nécessaires en fonction de l'état ou de la localisation de l'actif, ou de sa relation avec des éléments comparables à l'instrument évalué. Toutefois, si ces ajustements reposent sur des données non observables qui sont significatives pour l'ensemble de la mesure, la Banque classera les instruments en niveau 3.

Juste valeur de niveau 3 – Celles qui incluent une ou plusieurs données non observables qui sont significatives pour la mesure dans son ensemble.

## 2.6. – Débiteurs

À la date du bilan, les débiteurs sont enregistrés à leur valeur nominale diminuée des remboursements et des ajustements de valeur.

La Banque établit des ajustements de valeur spécifiques au titre des créances douteuses et irrécouvrables, selon ce que le Conseil d'administration juge approprié.

Les ajustements de valeur sont déduits des éléments d'actif auxquels ils se rapportent et ne doivent pas être maintenus si les raisons pour lesquelles ils ont été enregistrés n'existent plus.

## 2.7. – Créanciers

À la date du bilan, les créanciers sont comptabilisés au montant du remboursement.

## 2.8. – Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations autres que les immobilisations financières sont évaluées à leur coût d'acquisition historique. Les coûts d'acquisition des immobilisations incorporelles et corporelles dont l'utilisation est limitée dans le temps sont amortis linéairement sur leur durée d'utilité estimée ou aux taux précisés ci-dessous.

En cas de diminution durable de valeur, les actifs incorporels et corporels sont soumis à des ajustements de valeur, que leur utilisation soit limitée dans le temps ou non.

Les ajustements de valeur sont déduits des éléments d'actif auxquels ils se rapportent et ne doivent pas être maintenus si les raisons pour lesquelles ils ont été enregistrés n'existent plus.

Le taux d'amortissement et les méthodes appliquées sont les suivants :

Licences	3-5 ans	20 % - 33,3 %
Matériel informatique	3 ans	33,3 %
Mobilier, agencements et matériel de bureau	3-5 ans	20 % - 33,3 %
Amélioration des bâtiments	5 ans	20 %

## 2.9. – Baux

La Banque évalue dès la conclusion du contrat si celui-ci constitue ou contient un contrat de location. Autrement dit, si le contrat confère le droit de contrôler l'utilisation d'un actif identifié pendant une période donnée en échange d'une contrepartie.

La Banque applique une approche unique de comptabilisation et d'évaluation pour tous les contrats de location, à l'exception des contrats de location à court terme et des contrats de location d'actifs de faible valeur. La Banque comptabilise les dettes de locations pour effectuer les paiements au titre de la location et les actifs au titre du droit d'utilisation représentant le droit d'utiliser les actifs sous-jacents.

## 2.10. – Provisions

Les provisions sont destinées à couvrir des pertes ou des dettes dont la nature est clairement définie et qui, à la date du bilan, sont susceptibles ou certaines d'être encourues mais incertaines quant à leur montant ou à la date à laquelle elles surviendront.

Des provisions peuvent également être constituées pour couvrir des charges nées au cours de l'exercice sous revue ou d'un exercice antérieur, dont la nature est clairement définie et qui, à la date du bilan, sont soit susceptibles d'être encourues, soit certaines d'être encourues mais incertaines quant à leur montant ou à la date à laquelle elles surviendront.

## 2.11. – Comptabilisation des produits et des charges d'intérêts

Conformément à la norme IFRS 9, les produits d'intérêts sont comptabilisés selon la méthode du TIE pour tous les actifs financiers évalués au coût amorti, les dérivés de taux d'intérêt pour lesquels la comptabilité de couverture est appliquée et l'effet d'amortissement/recyclage associé à la comptabilité de couverture. Les produits d'intérêts sur les actifs financiers porteurs d'intérêts évalués à la juste valeur par le résultat global (FVOCI) selon la norme IFRS 9 sont également comptabilisés selon la méthode du TIE. Les charges d'intérêts sont également calculées selon la méthode du TIE pour tous les passifs financiers détenus au coût amorti. Le TIE est le taux qui actualise exactement les encaissements futurs estimés sur la durée de vie prévue de l'actif ou du passif financier ou, le cas échéant, sur une période plus courte, à la valeur comptable brute de l'actif financier.

Le TIE (et donc le coût amorti de l'actif financier) est calculé en tenant compte des coûts de transaction et de toute décote ou prime d'acquisition de l'actif financier, ainsi que des frais et coûts qui en font partie intégrante. La Banque comptabilise les produits d'intérêts en utilisant un taux de rendement qui représente la meilleure estimation d'un taux de rendement constant sur la durée de vie prévue du prêt.

La Banque calcule les revenus d'intérêt sur les actifs financiers, autres que ceux considérés comme dépréciés, en appliquant le TIE à la valeur comptable brute de l'actif financier. Lorsqu'un actif financier devient déprécié et est donc considéré comme en « stade 3 », la Banque cesse de comptabiliser les produits d'intérêts.

## 2.12. – Impôts

Les actifs et passifs d'impôts de l'exercice en cours et des exercices précédents sont évalués au montant que l'on s'attend à récupérer auprès des autorités fiscales ou à leur verser. Les taux d'imposition et les lois fiscales utilisés pour calculer ce montant sont ceux en vigueur, ou quasi en vigueur, à la date de clôture dans les pays où la Banque exerce et génère des bénéfices imposables.

Les impôts sont imputés au compte de résultat selon la méthode de la comptabilité d'exercice et non l'année de leur paiement. Par conséquent, des provisions pour impôts ont été constituées pour les exercices pour lesquels aucun avis d'imposition définitif n'a été émis par l'administration fiscale. Une unité fiscale entre China Construction Bank Corporation, succursale luxembourgeoise (la « succursale ») et China Construction Bank (Europe) SA a été accordée par l'administration fiscale luxembourgeoise le 2 juin 2014.

## Note 3. – Informations sur les instruments financiers

### 3.1. – Informations sur les principaux instruments financiers

Les tableaux ci-dessous analysent le niveau des instruments primaires financiers de la Banque par rapport à leur échéance résiduelle. Les instruments financiers de la Banque sont présentés à leur valeur comptable, déduction faite des ajustements de valeur.

Au 31 décembre 2024, la répartition est la suivante :

2024	Moins de 3 mois	3 mois à 1 an	1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
<b>Actifs financiers</b>					
Caisse, soldes auprès des banques centrales et des banques postales	250 611 116	-	-	-	250 611 116
Prêts et avances aux établissements de crédit	137 099 863	-	85 748 065	-	222 847 928
Prêts et avances aux clients	60 535 917	194 156 629	1 446 709 638	289 149 650	1 990 551 834
Instruments de dette à la FVOCI	25 675 625	-	398 998 282	10 127 388	434 801 295
Total des actifs financiers	473 922 521	194 156 629	1 931 455 985	299 277 038	2 898 812 173
<b>Passifs financiers</b>					
Montants dus aux établissements de crédit	23 424 546	275 857 540	1 150 455 270	-	1 449 737 356
Montants dus aux clients	575 574 333	138 386 212	45 905 902	68 302 207	828 168 654
Dettes attestées par des certificats	-	-	-	-	-
Passifs subordonnés	-	-	-	70 491 838	70 491 838
Total des passifs financiers	598 998 879	414 243 752	1 196 361 172	138 794 045	2 348 397 848
<b>Hors bilan</b>					
Passifs éventuels	5 726 481	1 562 034	10 277 991	-	17 566 506
Engagements	-	14 687 282	388 669 365	23 468 974	426 825 621

Les chiffres du tableau incluent les intérêts à recevoir et les intérêts à payer.

Au 31 décembre 2023, la répartition est la suivante :

2023	Moins de 3 mois	3 mois à 1 an	1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
<b>Actifs financiers</b>					
Caisse, soldes auprès des banques centrales et des banques postales	830 621 685	-	-	-	830 621 685
Prêts et avances aux établissements de crédit	204 967 049	50 557 967	50 661 283	-	306 186 299
Prêts et avances aux clients	179 934 324	87 700 848	1 019 114 084	733 625 879	2 020 375 135
Instruments de dette à la FVOCI	23 425 883	25 070 205	386 878 216	-	435 374 304
Total des actifs financiers	1 238 948 941	163 329 020	1 456 653 583	733 625 879	3 592 557 423
<b>Passifs financiers</b>					
Montants dus aux établissements de crédit	287 277 617	109 708 486	1 228 126 726	-	1 625 112 829
Montants dus aux clients	195 951 770	59 147 787	42 954 040	64 905 905	362 959 502
Dettes attestées par des certificats	44 610 684	907 957 730	-	-	952 568 414
Passifs subordonnés	-	-	-	70 638 838	70 638 838
Total des passifs financiers	527 840 071	1 076 814 003	1 271 080 766	135 544 743	3 011 279 583
<b>Hors bilan</b>					
Passifs éventuels	-	24 787 347	2 547 086	2 500 000	29 834 433
Engagements	-	93 443 744	260 742 203	67 555 501	421 741 448

Les chiffres du tableau incluent les intérêts à recevoir et les intérêts à payer.

### 3.2. – Informations sur les instruments financiers dérivés

Le tableau suivant présente les produits financiers dérivés liés au change et aux taux d'intérêt, ventilés par type d'instrument et par échéance résiduelle au 31 décembre 2024.

Classe d'instruments	Moins de 3 mois		3 mois à 1 an		1 an à 5 ans	
	Actifs financiers	Passifs financiers	Actifs financiers	Passifs financiers	Actifs financiers	Passifs financiers
	Montant notionnel	Montant notionnel	Montant notionnel	Montant notionnel	Montant notionnel	Montant notionnel
IRS en vente libre	83 595 570		142 619 137	150 000 000	456 081 096	529 879 518
Dont utilisé pour la comptabilité de couverture	25 638 554		100 000 000	150 000 000	218 081 096	499 879 518
Contrats à terme de gré à gré sur devises	352 201 612	146 599 236	55 630 808	-	91 475 761	98 122 053
Total	435 797 182	146 599 236	198 249 945	150 000 000	547 556 857	628 001 571

Classe d'instruments	Plus de 5 ans		Total			
	Actifs financiers	Passifs financiers	Actifs financiers		Passifs financiers	
	Montant notionnel	Montant notionnel	Montant notionnel	Juste valeur	Montant notionnel	Juste valeur
IRS en vente libre	10 000 000	80 000 000	692 295 803	20 438 427	759 879 518	32 629 166
Dont utilisé pour la comptabilité de couverture	10 000 000	80 000 000	353 719 650	14 774 465	729 879 518	30 121 975
Contrats à terme de gré à gré sur devises	-	-	499 308 180	1 827 457	244 721 289	6 806 599
Total	10 000 000	80 000 000	1 191 603 984	22 265 884	1 004 600 807	39 435 765

Les chiffres du tableau excluent les intérêts à recevoir et les intérêts à payer.

Le tableau suivant présente les produits financiers dérivés liés au change et aux taux d'intérêt, ventilés par type d'instrument et par échéance résiduelle au 31 décembre 2023.

Classe d'instruments	Moins de 3 mois		3 mois à 1 an		1 an à 5 ans	
	Actifs financiers	Passifs financiers	Actifs financiers	Passifs financiers	Actifs financiers	Passifs financiers
	Montant notionnel	Montant notionnel	Montant notionnel	Montant notionnel	Montant notionnel	Montant notionnel
IRS en vente libre	55 223 194	155 617 586	15 358 208	935 513 597	415 376 638	590 684 796
Dont utilisé pour la comptabilité de couverture	-	45 171 199	15 358 208	935 513 597	197 376 638	560 684 796
Contrats à terme de gré à gré sur devises	82 022 542	73 707 451	2 284 637	-	-	189 597 813
Total	137 245 736	229 325 037	17 642 845	935 513 597	415 376 638	780 282 609



Classe d'instruments	Plus de 5 ans		Total			
	Actifs financiers	Passifs financiers	Actifs financiers		Passifs financiers	
	Montant notionnel	Montant notionnel	Montant notionnel	Juste valeur	Montant notionnel	Juste valeur
IRS en vente libre	20 000 000	80 000 000	505 958 040	27 227 233	1 761 815 979	66 928 262
Dont utilisé pour la comptabilité de couverture	20 000 000	80 000 000	232 734 846	19 929 782	1 621 369 592	63 459 063
Contrats à terme de gré à gré sur devises	-	-	84 307 179	673 473	263 305 264	11 438 950
Total	20 000 000	80 000 000	590 265 219	27 900 706	2 025 121 243	78 367 212

Les chiffres du tableau excluent les intérêts à recevoir et les intérêts à payer.

### 3.3. – Analyse du risque de crédit

#### Mesure de l'exposition au risque de crédit

Le risque de crédit est le risque de perte dû au non-paiement par un débiteur de ses obligations échues au titre d'un prêt ou d'une autre ligne de crédit. Les conséquences d'un défaut de paiement peuvent inclure un retard de remboursement, une restructuration des remboursements de l'emprunteur et l'insolvabilité.

La Banque utilise différentes techniques pour atténuer son exposition au risque de crédit. Les garanties, les lettres de crédit stand-by reçues des entités de CCB et les accords de garantie font partie de ces méthodes. La qualité du portefeuille de crédit est revue trimestriellement. Le risque de crédit est également pris en compte dans le cadre des tests de résistance, tant au niveau du risque unique (analyse de sensibilité) qu'au niveau multifactoriel (analyse de scénarios).

Au 31 décembre 2024, la majorité des emprunteurs de la Banque bénéficient d'une notation interne allant de 2 à 6 (l'échelle de notation interne allant de 1 à 19). Le risque de crédit global lié au portefeuille est partiellement garanti par différents types de mesures d'atténuation, notamment des garanties financières accordées par les entités du Groupe CCB. La grande majorité des expositions sont performantes, tandis que les expositions nettes non performantes représentent moins de 1 % (du total des facilités de crédit) à fin 2024.

Les informations sur le risque de crédit client lié aux instruments financiers primaires sont présentées sur la base de la valeur comptable, après déduction des éventuels ajustements de valeur.

#### Informations sur la concentration du risque de crédit

Les tableaux ci-dessous présentent la concentration du risque de crédit lié aux instruments financiers, provenant des expositions au bilan et hors bilan, par zone géographique et par secteur économique au 31 décembre 2024 et 2023.

##### Concentration du risque de crédit par localisation géographique et secteur économique

31 décembre 2024 Localisation géographique (En euros.)	Crédits et autres postes du bilan	Passifs éventuels et engagements	Garanties et sûretés	Exposition nette au risque
Asie	74 534 093	10 666 485	-	85 200 578
Gouvernement	31 128 086	-	-	31 128 086
Entreprises	42 165 550	-	-	42 165 550
Institutions financières	1 240 457	10 666 485	-	11 906 942
UE	2 604 863 644	407 858 737	-373 009 983	2 639 712 398
Gouvernement	194 077 582	5 000 000	-	199 077 582
Entreprises	1 436 509 854	305 199 471	-99 035 133	1 642 674 192
Institutions financières	974 276 208	97 659 266	-273 974 850	797 960 624
Autres	219 414 436	25 866 905	-57 462 315	187 819 026
Entreprises	212 338 579	23 421 686	-57 462 315	178 297 950
Institutions financières	7 075 857	2 445 219	-	9 521 076
Total	2 898 812 173	444 392 127	-430 472 298	2 912 732 002

Les chiffres du tableau incluent les intérêts à recevoir et les intérêts à payer.

<b>31 décembre 2023</b> <b>Localisation géographique</b> <b>(En euros.)</b>	<b>Crédits et</b> <b>autres postes</b> <b>du bilan</b>	<b>Passifs</b> <b>éventuels et</b> <b>engagements</b>	<b>Garanties et</b> <b>sûretés</b>	<b>Exposition</b> <b>nette au risque</b>
Asie	91 521 894	27 238 397	-5 393 947	113 366 344
Gouvernement	31 089 910	-	-	31 089 910
Entreprises	39 276 045	-	-	39 276 045
Institutions financières	21 155 939	27 238 397	-5 393 947	43 000 389
UE	3 380 134 898	424 337 485	-422 213 200	3 382 259 183
Gouvernement	212 633 773	50 000 000	-	262 633 773
Entreprises	1 424 555 565	303 509 256	-109 354 176	1 618 710 645
Institutions financières	1 742 945 560	70 828 229	-312 859 024	1 500 914 765
Autres	120 900 631	-	-14 454 784	106 445 847
Entreprises	116 307 722	-	-14 454 784	101 852 938
Institutions financières	4 592 909	-	-	4 592 909
<b>Total</b>	<b>3 592 557 423</b>	<b>451 575 882</b>	<b>-442 061 931</b>	<b>3 602 071 374</b>

Les chiffres du tableau excluent les intérêts à recevoir et les intérêts à payer.

Concentration du risque de crédit par secteur économique

<b>31 décembre 2024</b> <b>Secteur économique</b> <b>(En euros.)</b>	<b>Crédits et</b> <b>autres postes</b> <b>du bilan</b>	<b>Passifs</b> <b>éventuels et</b> <b>engagements</b>	<b>Garanties et</b> <b>sûretés</b>	<b>Exposition</b> <b>nette au risque</b>
Secteur financier	1 082 982 407	110 770 969	(273 974 850)	919 778 526
Industrie de production et de distribution d'électricité, de gaz et d'eau	174 629 173	69 211 713	(10 000 000)	233 840 886
Fabrication	291 131 839	38 421 687	(46 853 378)	282 700 148
Industrie de la transmission d'informations, des services informatiques et des logiciels	270 118 904	111 530 871	-	381 649 775
Immobilier	108 875 667	5 326 482	-	114 202 149
Construction	102 204 371	25 000 000	-	127 204 371
L'industrie minière	22 220 633	1 927 711	(17 349 397)	6 798 947
Administration publique et organisations sociales	231 611 159	5 000 000	-	236 611 159
Commerce de gros et de détail	39 035 160	7 196 875	-	46 232 035
Transport, entreposage et services postaux	375 681 485	51 236 003	-	426 917 488
Services de location et aux entreprises	200 321 376	18 769 816	(82 294 673)	136 796 518
<b>Total</b>	<b>2 898 812 173</b>	<b>444 392 127</b>	<b>(430 472 298)</b>	<b>2 912 732 002</b>

<b>31 décembre 2023</b> <b>Secteur économique</b> <b>(En euros.)</b>	<b>Crédits et</b> <b>autres postes</b> <b>du bilan</b>	<b>Passifs</b> <b>éventuels et</b> <b>engagements</b>	<b>Garanties et</b> <b>sûretés</b>	<b>Exposition</b> <b>nette au risque</b>
Secteur financier	1 961 070 412	107 382 710	-337 568 833	1 730 884 289
Industrie de production et de distribution d'électricité, de gaz et d'eau	201 925 012	62 814 596	-	264 739 608
Fabrication	251 970 864	38 443 744	-4 517 120	285 897 488
Industrie de la transmission d'informations, des services informatiques et des logiciels	201 598 803	98 255 415	-	299 854 218
Immobilier	122 677 318	5 287 733	-	127 965 051
Construction	102 960 676	25 000 000	-	127 960 676
L'industrie minière	69 646 451	4 614 110	-19 879 456	54 381 105
Administration publique et organisations sociales	252 082 853	50 000 000	-	302 082 853
Commerce de gros et de détail	38 098 446	8 125 000	-	46 223 446
Transport, entreposage et services postaux	233 365 899	32 643 130	-	266 009 029
Services de location et aux entreprises	157 160 689	19 009 444	-80 096 522	96 073 611
<b>Total</b>	<b>3 592 557 423</b>	<b>451 575 882</b>	<b>-442 061 931</b>	<b>3 602 071 374</b>

Les chiffres du tableau incluent les intérêts à recevoir et les intérêts à payer.

Concentration du risque de crédit par qualité de crédit

Le tableau ci-dessous présente la qualité de crédit et l'exposition maximale au risque de crédit, selon le système de notation de la Banque et son classement en fin d'exercice. Les montants présentés sont bruts de provisions pour ECL

31 décembre 2024 (En euros.)	Stage 1	Stage 2	Stage 3	Total
Prêts et avances à Établissements de crédit				
Exécution				
Faible risque	137 165 144	-	-	137 165 144
Risque non faible	85 783 054	-	-	85 783 054
Non performant				
Faible risque	-	-	-	-
Risque non faible	-	-	-	-
Total	222 948 198			222 948 198
Prêts et avances à Clients				
Exécution				
Faible risque	57 473 516	-	-	57 473 516
Risque non faible	1 808 136 589	133 807 433	-	1 941 944 022
Non performant				
Faible risque	-	-	-	-
Risque non faible	-	-	-	-
Total	1 865 610 105	133 807 433	-	1 999 417 538

Une activité de crédit peut être définie comme à faible risque si (1) elle est garantie par des dépôts en espèces et/ou des obligations d'État chinoises ; (2) elle est entièrement couverte par le soutien et l'engagement de crédit des banques chinoises ou de leurs succursales nationales ; ou (3) elle est entièrement couverte par le soutien et l'engagement de crédit des succursales de CCB. Tous les autres cas sont définis comme à risque non faible.

Au 31 décembre 2023, la répartition est la suivante :

31 décembre 2024 (En euros.)	Stage 1	Stage 2	Stage 3	Total
Prêts et avances à Établissements de crédit				
Exécution				
Faible risque	88 378 686	-	-	88 378 686
Risque non faible	218 235 818	-	-	218 235 818
Non performant				
Faible risque	-	-	-	-
Risque non faible	-	-	-	-
Total	306 614 504			306 614 504
Prêts et avances à Clients				
Exécution				
Faible risque	6 565 481	-	-	6 565 481
Risque non faible	1 871 978 891	150 636 891	-	2 022 615 782
Non performant				
Faible risque	-	-	-	-
Risque non faible	-	-	11 561 228	11 561 228
Total	1 878 544 372	150 636 891	11 561 228	2 040 742 491

31 décembre 2024 (En euros.)	Stage 1	Stage 2	Stage 3	Total
Engagements de prêts et garanties				
Exécution				
Faible risque	10 666 485	-	-	10 666 485
Risque non faible	338 725 642	95 000 000	-	433 725 642
Non performant				
Faible risque	-	-	-	-
Risque non faible	-	-	-	-
Total	349 392 127	95 000 000	-	444 392 127

Au 31 décembre 2023, la répartition est la suivante :

(En euros.)	Stage 1	Stage 2	Stage 3	Total
Engagements de prêts et garanties				
Exécution				
Faible risque	27 238 397	-	-	27 238 397
Risque non faible	329 337 484	95 000 000	-	424 337 484
Non performant				
Faible risque	-	-	-	-
Risque non faible	-	-	-	-
Total	356 575 881	95 000 000	-	451 575 881

Le tableau ci-dessous présente la qualité de crédit des titres de créance et autres titres à revenu fixe. Les montants présentés correspondent à la juste valeur des titres.

Instruments de dette à la juste valeur par FVOCI	Stage 1	Stage 2	Stage 3	Total
Note de notation externe				
UN-	27 604 384	-	-	27 604 384
UN	101 997 556	-	-	101 997 556
A+	90 154 570	-	-	90 154 570
AA-	31 154 471	-	-	31 154 471
BBB+	153 219 419	-	-	153 219 419
BBB-	30 783 164	-	-	30 783 164
Total	434 913 564	-	-	434 913 564

Au 31 décembre 2023, la répartition est la suivante :

Instruments de dette à la juste valeur par FVOCI	Stage 1	Stage 2	Stage 3	Total
Note de notation externe				
UN	92 555 624	-	-	92 555 624
A+	84 288 012	-	-	84 288 012
BBB	31 112 862	-	-	31 112 862
BBB+	167 741 473	-	-	167 741 473
BBB-	59 831 273	-	-	59 831 273
Total	435 529 244	-	-	435 529 244

Les tableaux ci-dessous présentent une analyse des actifs financiers au coût amorti et FVOCI par exposition brute et provision pour dépréciation par Stage d'allocation au 31 décembre 2024. La Banque ne détient aucun actif déprécié de crédit important acheté ou créé à la fin de l'exercice.

31 décembre 2024 (En euros.)	Exposition brute			
	Stage 1	Stage 2	Stage 3	Total
Caisse, soldes auprès des banques centrales et des banques postales (Note 7)	250 611 116	-	-	250 611 116
Prêts et avances aux établissements de crédit	222 948 199	-	-	222 948 199
Prêts et avances aux clients	1 865 610 105	133 807 433	-	1 999 417 538
Instruments de dette à la juste valeur par FVOCI (Note 8)	434 913 564	-	-	434 913 564
Engagements de prêt et garanties (Note 30)	349 392 127	95 000 000	-	444 392 127
Total	3 123 475 111	228 807 433	-	3 352 282 544

31 décembre 2024 (En euros.)	Dépréciation de l'actifs				Expositions nettes
	Stage 1	Stage 2	Stage 3	Total	
Caisse, soldes auprès des banques centrales et des banques postales (Note 7)	-	-	-	-	250 611 116
Prêts et avances aux établissements de crédit	-100 271	-	-	-100 271	222 847 928
Prêts et avances aux clients	-2 973 915	-5 891 788	-	-8 865 703	1 990 551 835
Instruments de dette à la juste valeur par FVOCI (Note 8)	-112 269	-	-	-112 269	434 801 295
Engagements de prêt et garanties (Note 30)	-97 905	-489 082	-	-586 987	443 805 140
Total	-3 284 360	-6 380 870	-	-9 665 230	3 342 617 314

Les chiffres du tableau incluent les intérêts à recevoir et les intérêts à payer.

Au 31 décembre 2023, la répartition est la suivante :

(En euros.)	Exposition brute			
	Stage 1	Stage 2	Stage 3	Total
Caisse, soldes auprès des banques centrales et des banques postales (Note 7)	830 645 818	-	-	830 645 818
Prêts et avances aux établissements de crédit	306 614 503	-	-	306 614 503
Prêts et avances aux clients	1 878 544 372	150 636 891	11 561 228	2 040 742 491
Instruments de dette à la juste valeur par le résultat global (Note 8)	435 529 245	-	-	435 529 245
Engagements de prêt et garanties (Note 30)	356 575 881	95 000 000	-	451 575 881
<b>Total</b>	<b>3 807 909 819</b>	<b>245 636 891</b>	<b>11 561 228</b>	<b>4 065 107 938</b>

(En euros.)	Dépréciation de l'actifs				Expositions nettes
	Stage 1	Stage 2	Stage 3	Total	
Caisse, soldes auprès des banques centrales et des banques postales (Note 7)	-24 133	-	-	-24 133	830 621 685
Prêts et avances aux établissements de crédit	-428 204	-	-	-428 204	306 186 299
Prêts et avances aux clients	-1 998 898	-6 807 231	-11 561 228	-20 367 357	2 020 375 134
Instruments de dette à la juste valeur par le résultat global (Note 8)	-154 941	-	-	-154 941	435 374 304
Engagements de prêt et garanties (Note 30)	-93 213	-1 133 760	-	-1 226 973	450 348 908
<b>Total</b>	<b>-2 699 389</b>	<b>-7 940 991</b>	<b>-11 561 228</b>	<b>-22 201 608</b>	<b>4 042 906 330</b>

Les chiffres du tableau incluent les intérêts à recevoir et les intérêts à payer.

Le rapprochement des variations de la valeur comptable brute et des provisions ECL correspondantes par Stage est le suivant :

31 décembre 2024 (En euros.)	Stage 1		Stage 2	
	Valeur comptable brute	ECL	Valeur comptable brute	ECL
Prêts et avances aux établissements de crédit				
1 <sup>er</sup> janvier 2024	306 614 503	-428 204	-	-
Mouvements de l'époque	-83 666 305	327 934	-	-
Au 31 décembre 2024	222 948 198	-100 270	-	-
Prêts et avances aux clients				
1 <sup>er</sup> janvier 2024	1 878 544 372	-1 998 899	150 636 891	-6 807 231
Mouvements de la période	-12 934 267	-975 016	-16 829 458	915 443
Dont :				
- transfert de l'Stage 1 à l'Stage 2	-	-	-	-
- transfert de l'Stage 2 à l'Stage 3				
- transfert de l'Stage 2 à l'Stage 1	8 843 616	-175 672	-8 843 616	175 672
Au 31 décembre 2024	1 865 610 105	-2 973 915	133 807 433	-5 891 788

31 décembre 2024 (En euros.)	Stage 3		Total	
	Valeur comptable brute	ECL	Valeur comptable brute	ECL
Prêts et avances aux établissements de crédit				
1 <sup>er</sup> janvier 2024	-	-	306 614 503	-428 204
Mouvements de l'époque	-	-	-83 666 305	327 934
Au 31 décembre 2024	-	-	222 948 198	-100 270
Prêts et avances aux clients				
1 <sup>er</sup> janvier 2024	11 561 228	-11 561 228	2 040 742 491	-20 367 358
Mouvements de la période	-11 561 228	11 561 228	-41 324 953	11 501 655
Dont :				
- transfert de l'Stage 1 à l'Stage 2			-	-
- transfert de l'Stage 2 à l'Stage 3			-	-
- transfert de l'Stage 2 à l'Stage 1			-	-
Au 31 décembre 2024	-	-	1 999 417 538	-8 865 703

Au 31 décembre 2023, la répartition est la suivante :

(En euros.)	Stage 1		Stage 2	
	Valeur comptable brute	ECL	Valeur comptable brute	ECL
Prêts et avances aux établissements de crédit				
1 <sup>er</sup> janvier 2023	276 198 329	-136 695	-	-
Mouvements de l'époque	30 416 175	-291 510	-	-
Au 31 décembre 2023	306 614 504	-428 205	-	-
Prêts et avances aux clients				
1 <sup>er</sup> janvier 2023	1 783 925 105	-4 217 954	302,303,328	-4 954 539
Mouvements de la période	94 619 267	2 219 056	-151 666 437	-1 852 692
Dont :				
- Impact du changement des hypothèses du modèle ECL		2 888 170		1 852 727
- transfert de l'Stage 1 à l'Stage 2	-39 463 154	297 308	39 463 154	-297 308
- transfert de l'Stage 2 à l'Stage 3				
- transfert de l'Stage 2 à l'Stage 1				
Au 31 décembre 2023	1 878 544 372	-1 998 898	150 636 891	-6 807 231

(En euros.)	Stage 3		Total	
	Valeur comptable brute	ECL	Valeur comptable brute	ECL
Prêts et avances aux établissements de crédit				
1 <sup>er</sup> janvier 2023	-	-	-276 198 329	-136 695
Mouvements de l'époque	-	-	30 416 175	-291 510
Au 31 décembre 2023	-	-	306 614 504	-428 205
Prêts et avances aux clients				
1 <sup>er</sup> janvier 2023	12 001 920	-10 712 988	2 098 230 353	-19 885 481
Mouvements de la période	-440 692	-848 240	-57 487 862	-481 876
Dont :				
- Impact du changement des hypothèses du modèle ECL			-	4 740 897
- transfert de l'Stage 1 à l'Stage 2			-	-
- transfert de l'Stage 2 à l'Stage 3			-	-
- transfert de l'Stage 2 à l'Stage 1			-	-
Au 31 décembre 2023	11 561 228	-11 561 228	2 040 742 491	-20 367 357

31 décembre 2024 (En euros.)	Stage 1		Stage 2	
	Valeur comptable brute	ECL	Valeur comptable brute	ECL
Instruments de dette à la juste valeur par FVOCI				
1 <sup>er</sup> janvier 2024	435 529 245	-154 941	-	-
Mouvements de l'époque	-615 681	42 672	-	-
Au 31 décembre 2024	434 913 564	-112 269	-	-

31 décembre 2024 (En euros.)	Stage 3		Total	
	Valeur comptable brute	ECL	Valeur comptable brute	ECL
Instruments de dette à la juste valeur par FVOCI				
1 <sup>er</sup> janvier 2024	-	-	435 529 245	-154 941
Mouvements de l'époque	-	-	-615 681	42 672
Au 31 décembre 2024	-	-	434 913 564	-112 269

Au 31 décembre 2023, la répartition est la suivante :

(En euros.)	Stage 1		Stage 2	
	Valeur comptable brute	ECL	Valeur comptable brute	ECL
Instruments de dette à la juste valeur par FVOCI				
1 <sup>er</sup> janvier 2023	318 541 154	-237 532	-	-
Mouvements de l'époque	116 988 091	82 591	-	-
Au 31 décembre 2023	435 529 245	-154 941	-	-

(En euros.)	Stage 3		Total	
	Valeur comptable brute	ECL	Valeur comptable brute	ECL
Instruments de dette à la juste valeur par FVOCI				
1 <sup>er</sup> janvier 2023	-	-	318 541 154	-237 532
Mouvements de l'époque	-	-	116 988 091	82 591
Au 31 décembre 2023	-	-	435 529 245	-154 941

#### Risque de crédit pour les produits dérivés OTC

Le tableau ci-dessous présente les montants notionnels et équivalents de risque des dérivés (conformément aux réglementations prudentielles applicables) en utilisant la méthode du risque d'origine :

31 décembre 2024	Montants notionnels	Montants équivalents au risque	Garanties	Exposition nette au risque
Swaps de taux d'intérêt	692 295 803	13 846 837	-	13 846 837
Contrats de change à terme	499 308 180	9 986 164	-	9 986 164

31 décembre 2023	Montants notionnels	Montants équivalents au risque	Garanties	Exposition nette au risque
Swaps de taux d'intérêt	505 958 040	10 119 729	-	10 119 729
Contrats de change à terme	84 307 179	1 686 144	-	1 686 144

### 3.4. – Risque de capital

Les principaux objectifs de la politique de gestion du capital de la Banque sont de garantir le respect des exigences de fonds propres imposées de l'extérieur et le maintien de solide notation de crédit et des ratios de fonds propres sains afin de soutenir ses activités et de maximiser la valeur actionnariale. La Banque gère sa structure de capital et l'ajuste en fonction de l'évolution de la conjoncture économique et des caractéristiques de risque de ses activités. Afin de maintenir ou d'ajuster sa structure de capital, la Banque peut ajuster le montant des dividendes versés aux actionnaires, leur restituer du capital ou émettre des titres de capital. Aucun changement n'a été apporté aux objectifs, politiques ou processus par rapport aux années précédentes. Ils sont toutefois constamment réexaminés par le Conseil d'administration.

### 3.5. – Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que la banque ne soit pas en mesure de répondre efficacement aux flux de trésorerie, actuels et futurs, attendus et imprévus, ainsi qu'aux besoins de garantie, sans affecter ses opérations quotidiennes ou sa situation financière (risque de liquidité de financement). Il peut également être défini comme le risque que la banque ne puisse pas facilement compenser ou éliminer une position sans affecter significativement le cours du marché en raison d'une profondeur de marché insuffisante ou d'une perturbation du marché (risque de liquidité du marché).

Le cadre de gestion du risque de liquidité de la Banque repose sur une approche descendante approuvée par le Conseil d'administration, qui en délègue la mise en œuvre à la Direction Autorisée. Dans l'exercice de cette mission, la Direction Autorisée est assistée par le Département de la Gestion des Risques.

La gestion du risque de liquidité à la Banque suit le cadre des trois lignes de défense :

- La Trésorerie constitue la première ligne de défense pour garantir que la Banque puisse effectuer tous les paiements. Elle est en charge de la gestion quotidienne de la trésorerie, notamment de l'affectation et de l'utilisation des entrées, de la gestion des sorties de trésorerie annoncées et imprévues, ainsi que du suivi des positions et de la valeur des portefeuilles.
- La gestion des risques constitue la deuxième ligne de défense. Elle identifie de manière indépendante tous les aspects pertinents des risques de liquidité et, par conséquent, contrôle, mesure et surveille les expositions au risque de liquidité et en rend compte à la direction autorisée ;
- La troisième ligne de défense est l'audit interne qui entreprend, entre autres, des examens de l'efficacité de la fonction globale de gestion des risques et de conformité.

Régulièrement, le département de gestion des risques présente la situation de liquidité de la Banque lors des réunions ALCO à la Direction Autorisée, y compris une analyse approfondie de tous les indicateurs clés de risque de liquidité.

Le tableau ci-dessous résume le profil des échéances des actifs financiers de la Banque et les flux de trésorerie non actualisés de ses passifs financiers au 31 décembre 2024.

Les remboursements soumis à préavis sont traités comme s'ils étaient effectués immédiatement. Cependant, la Banque ne s'attend pas à ce que de nombreux clients demandent un remboursement à la date la plus proche à laquelle elle pourrait être tenue de payer, et le tableau ne reflète pas les flux de trésorerie attendus, tels qu'indiqués par son historique de rétention des dépôts.

2024	Moins de 3 mois	3 mois à 1 an	1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
<b>Actifs financiers</b>					
Caisse, soldes auprès des banques centrales et des banques postales	250 650 954	-	-	-	250 650 954
Prêts et avances aux établissements de crédit	138 156 403	1 746 877	101 287 887	-	241 191 167
Prêts et avances aux clients	81 416 060	249 080 583	1 697 378 639	274 124 617	2 301 999 899
Instruments de dette à la juste valeur par FVOCI	26 660 317	7 315 633	427 286 817	10 625 000	471 887 767
Total des actifs financiers contractuels	496 883 734	258 143 093	2 225 953 343	284 749 617	3 265 729 787
<b>Passifs financiers</b>					
Montants dus aux établissements de crédit	49 820 344	291 299 338	1 123 687 204	-	1 464 806 886
Montants dus aux clients	604 078 983	115 274 783	52 936 175	81 110 767	853 400 708
Passifs subordonnés	-	-	-	71 420 864	71 420 864
Passifs locatifs	1 184 410	3 557 344	15 659 255	9 143 340	29 544 349
Total des passifs financiers contractuels	655 083 737	410 131 465	1 192 282 634	161 674 971	2 419 172 807

Au 31 décembre 2023, la répartition est la suivante :

2023	Moins de 3 mois	3 mois à 1 an	1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
<b>Actifs financiers</b>					
Caisse, soldes auprès des banques centrales et des banques postales	830 645 818	-	-	-	830 645 818
Prêts et avances aux établissements de crédit	177 960 939	74 042 513	66 144 663	-	318 148 115
Prêts et avances aux clients	203 107 645	94 280 496	1 181 308 983	903 281 923	2 381 979 047
Instruments de dette à la juste valeur par FVOCI	25 308 481	33 422 568	427 510 927	-	486 241 976
Total des actifs financiers contractuels	1 237 022 883	201 745 577	1 674 964 573	903 281 923	4 017 014 956
<b>Passifs financiers</b>					
Montants dus aux établissements de crédit	289 998 110	29 895 147	1 036 617 152	290 800 052	1 647 310 461
Montants dus aux clients	201 601 469	62 903 915	57 434 283	81 668 742	403 608 409
Dettes attestées par des certificats	45 353 894	928 104 617	-	-	973 458 511
Passifs subordonnés	-	-	-	71 845 531	71 845 531
Passifs locatifs	1 077 729	2 881 414	7 943 968	641 264	12 544 375
Total des passifs financiers contractuels	538 031 202	1 023 785 093	1 101 995 403	444 955 589	3 108 767 287

### 3.6. – Risque de marché

Le risque de marché est le risque actuel ou potentiel résultant des fluctuations des prix des actifs financiers dans lesquels la Banque a investi. Les principaux risques de marché considérés comme significatifs pour la Banque sont le risque de taux d'intérêt sur le portefeuille bancaire (« IRRBB ») et le risque de change (« FX »). Le cadre général relatif au risque de marché est détaillé dans la Politique de risque de marché. La Banque surveille quotidiennement son exposition au risque de marché.

#### 3.6.1. – Risque de taux d'intérêt :

La Banque surveille mensuellement son exposition au risque de taux d'intérêt en réalisant des analyses d'écarts de taux pour ses principales devises. Des analyses de sensibilité et des tests de résistance complètent le suivi du risque de taux de la Banque.

La Banque effectue également le test de résistance réglementaire sur l'IRRBB comme prévu par la circulaire CSSF 08/338, telle que modifiée par les circulaires CSSF 16/642, CSSF 20/762 et par EBA/RTS/2022/10.

Le risque de taux d'intérêt des positions incluses dans le portefeuille de titres à revenu fixe ainsi que des titres émis par la Banque est couvert économiquement au moyen de swaps de taux d'intérêt.

La Banque couvre la majorité de ses instruments à taux fixe, comme indiqué à la note 4. L'exposition résiduelle de la Banque aux taux fixes réside dans une part limitée de prêts et avances à la clientèle. Une variation de +/- 100 points de base des taux d'intérêt de ces expositions entraînerait un impact de 3,2 millions d'euros / (2,7 millions d'euros) sur le compte de résultat (3,3 millions d'euros / (3,3 millions d'euros) pour 2023).



**Réforme des taux d'intérêt de référence**

Suite à la décision des régulateurs mondiaux de supprimer progressivement les taux interbancaires offerts (IBOR) et de les remplacer par des taux de référence alternatifs, la Banque a mis en place un projet visant à gérer la transition de tous ses contrats concernés. La Banque a mené à bien la transition de son exposition aux IBOR vers les taux sans risque (RFR) de 2021 à 2024. La Banque a achevé la transition pour tous ses instruments financiers au 31 décembre 2024.

La réforme des taux IBOR expose la Banque à divers risques, que le projet gère et surveille étroitement. Ces risques incluent, sans s'y limiter, les suivants :

- Risque de conduite découlant des discussions avec les clients et les contreparties du marché en raison des modifications requises aux contrats existants nécessaires à la mise en œuvre de la réforme de l'IBOR
- Risque financier pour la Banque et ses clients que les marchés soient perturbés en raison de la réforme de l'IBOR, ce qui entraînerait des pertes financières
- Risque de tarification lié au manque potentiel d'informations sur le marché si la liquidité des IBOR diminue et si les RFR sont illiquides et non observables
- Risque opérationnel découlant des modifications apportées aux systèmes et processus informatiques de la Banque, ainsi que du risque de perturbation des paiements si un IBOR cesse d'être disponible

**3.6.2. – Risque de change :**

Le risque de change correspond au risque de perte résultant d'une évolution défavorable des taux de change et affectant négativement la valeur des actifs, des passifs et des opérations hors bilan de la Banque. Il comprend également l'effet de variations inattendues et défavorables de la valeur des flux de trésorerie futurs, induites par les fluctuations des devises. Les positions ouvertes sont suivies par les services Trésorerie et Gestion des risques et communiquées à la Direction Autorisée et à l'ALCO. Cette analyse est complétée par des tests de résistance périodiques sur les taux de change.

2024 (En euros.)	USD	HKD	PLN	GBP	HUF	CNY
Actifs	371 219 145	42 882 579	277 499 510	47 230 915	13 833 403	21 790 658
Passifs	353 256 415	78 726	10 160 478	1 536 378	430 492	341 514 300
Exposition nette découlant des actifs et des passifs comptabilisés	17 962 730	42 803 852	267 339 032	45 694 537	13 402 911	-319 723 643
Produits dérivés utilisés pour la gestion des risques	19 469 879	44 681 645	251 777 525	46 124 125	9 446 615	-320 484 996
Exposition nette découlant des actifs et passifs comptabilisés après gestion des risques	-1 507 149	-1 877 792	15 561 507	-429 588	3 956 296	761 353

Au 31 décembre 2024, la seule position nette ouverte significative en devises est libellée en PLN. Cette position nette ouverte résulte essentiellement de la création de la succursale de Varsovie.

Une variation du PLN par rapport à l'EUR de +10 % et -10 % entraînerait un impact sur le résultat de 1,5 million d'euros et de (1,4) million d'euros respectivement.

Au 31 décembre 2023, la répartition est la suivante :

2023 (En euros.)	USD	HKD	PLN	GBP	HUF	CNY
Actifs	469 757 666	74 715 360	258 135 196	64 016 978	2 065 898	2 422 082
Passifs	484 191 044	74 616 728	169 959 922	3 632 989	684 607	182 253 058
Exposition nette découlant des actifs et des passifs comptabilisés	-14 433 378	98 632	88 175 274	60 383 989	1 381 291	-179 830 976
Produits dérivés utilisés pour la gestion des risques	-15 294 968	-	72 950 706	60 170 271	1 229 676	-180 013 443
Exposition nette découlant des actifs et passifs comptabilisés après gestion des risques	861 590	98 632	15 224 568	213 718	151 615	182 467

Au 31 décembre 2023, la seule position nette ouverte significative en devises est libellée en PLN. Cette position nette ouverte résulte essentiellement de la création de la succursale de Varsovie.

Une variation du PLN par rapport à l'EUR de +10 % et -10 % entraînerait un impact sur le résultat de 1,7 million d'EUR et de -1,4 million d'EUR, respectivement.

**3.7. – Juste valeur****3.7.1. – Juste valeur des instruments financiers non évalués à la juste valeur**

Le tableau ci-dessous compare, par catégorie, la valeur comptable et la juste valeur des instruments financiers de la Banque qui ne sont pas comptabilisés à la juste valeur dans les états financiers. Ce tableau n'inclut pas la juste valeur des actifs et passifs non financiers.

31 décembre 2024 (En euros.)	Valeur comptable	Juste valeur		
		Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
Actifs financiers				
Prêts et avances aux établissements de crédit	222 847 928	-	-	222 153 561
Prêts et avances aux clients	1 990 551 835	-	-	1 975 716 830
Total des actifs financiers	2 213 399 763	-	-	2 197 870 391
Passifs financiers				
Montants dus aux établissements de crédit	1 449 737 356	-	-	1 424 043 146
Total des passifs financiers	1 449 737 356	-	-	1 424 043 146

31 décembre 2023 (En euros.)	Valeur comptable	Juste valeur		
		Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
Actifs financiers				
Prêts et avances aux clients	2 020 375 133	-	-	2 004 536 478
Total des actifs financiers	2 020 375 133	-	-	2 004 536 478
Passifs financiers				
Montants dus aux établissements de crédit	1 625 112 829	-	-	1 610 480 675
Total des passifs financiers	1 625 112 829	-	-	1 610 480 675

Ce tableau exclut les actifs financiers et les passifs financiers dont la juste valeur est proche de la valeur comptable.

La Banque a déterminé que pour les actifs et passifs financiers qui (a) ont une échéance à court terme, (b) sont liquides et (c) sont des instruments à taux variable, leur valeur comptable (nette de dépréciation, le cas échéant) constitue une approximation raisonnable de leur juste valeur. Ces instruments comprennent : la trésorerie, les soldes auprès des banques centrales et des banques postales, les prêts et avances aux établissements de crédit, les prêts et avances à la clientèle, les dettes envers les établissements de crédit et les dettes envers la clientèle.

Une variation de +/- 10 % des taux d'actualisation de ces expositions entraînerait un impact sur la juste valeur de (0,5 million) EUR / 0,5 million EUR pour les prêts et avances sur les établissements de crédit, de (2,6 millions) EUR / 2,6 millions EUR ((2,7 millions) / 2,7 millions pour 2023) pour les prêts et avances aux clients ((2,7 millions) / 2,7 millions pour 2023) et de (6 millions) EUR / 6 millions EUR ((2,2 millions) / 2,2 millions pour 2023) pour les dettes envers les établissements de crédit au 31 décembre 2024.

#### Méthodes d'évaluation des instruments financiers non évalués à la juste valeur

Vous trouverez ci-dessous les méthodologies et hypothèses utilisées pour déterminer la juste valeur des instruments financiers ci-dessus, qui ne sont ni comptabilisés ni évalués à leur juste valeur dans les états financiers de la Banque. Ces justes valeurs ont été calculées à des fins de divulgation uniquement. Les méthodologies et hypothèses ci-dessous concernent uniquement les instruments présentés dans les tableaux ci-dessus et peuvent donc différer des techniques et hypothèses expliquées à la note 2.5.

#### Prêts et avances à la clientèle et sommes dues aux établissements de crédit

Pour la part des prêts et créances de la Banque sur la clientèle et des dettes envers les établissements de crédit à court terme ou à taux variable, la Banque considère que leur valeur comptable (nette de dépréciation le cas échéant) constitue une approximation raisonnable de leur juste valeur. Pour la part n'appartenant à aucune de ces catégories, la juste valeur des prêts et créances est estimée à l'aide d'un modèle d'actualisation des flux de trésorerie basé sur les taux de prix de transfert de fonds (FTP) de la Banque. Ces taux FTP sont calculés au moyen d'un modèle interne s'appuyant sur des courbes de swap.

#### Note 4. – Comptabilité de couverture

Afin de se protéger contre les variations de juste valeur des actifs et passifs financiers dues aux fluctuations des taux d'intérêt, la Banque conclut des micro-couvertures de juste valeur, comme décrit à la note 2.4. La Banque désigne principalement le taux de référence comme risque couvert et conclut, en conséquence, des swaps de taux d'intérêt dont les branches fixes représentent les risques économiques des éléments couverts.

Dans le tableau ci-dessous, la Banque présente les ajustements de juste valeur cumulés découlant des relations de couverture continues correspondantes, indépendamment du fait qu'il y ait eu ou non un changement de désignation de couverture au cours de l'exercice.

Ligne du bilan dans laquelle se trouve l'instrument couvert	Valeur comptable		Montant cumulé de la juste valeur Ajustements sur les éléments couverts
	Actif	Passifs	
Instruments de dette à la juste valeur par FVOCI	409 046 437		-5 443 216
Montants dus aux établissements de crédit	-	423 523 850	11 352 668
Montants dus aux clients	-	258 999 174	15 752 210

Au 31 décembre 2023, la répartition est la suivante :

Ligne du bilan dans laquelle se trouve l'instrument couvert	Valeur comptable		Montant cumulé de la juste valeur Ajustements sur les éléments couverts
	Actif	Passifs	
Instruments de dette à la juste valeur par FVOCI	392 318 569		-12 197 307
Dette attestée par des certificats	-	971 740 042	19 171 628
Montants dus aux établissements de crédit	-	334 101 822	20 468 127
Montants dus aux clients	-	139 404 453	22 505 918

Le tableau suivant fournit des informations sur les instruments de couverture inclus dans les postes d'instruments financiers dérivés du bilan de la Banque :

	Poste du bilan	Notionnel	Valeur comptable		Montant cumulé de la juste valeur Ajustements sur l'instrument de couverture
			Actif	Passifs	
Swaps de taux d'intérêt	Instruments financiers dérivés (actifs)	353 719 650	14 774 465	-	14 774 465
Swaps de taux d'intérêt	Instruments financiers dérivés (passifs)	729 879 518	-	30 121 975	-30 121 975

Au 31 décembre 2023, la répartition est la suivante :

	Poste du bilan	Notionnel	Valeur comptable		Montant cumulé de la juste valeur Ajustements sur l'instrument de couverture
			Actif	Passifs	
Swaps de taux d'intérêt	Instruments financiers dérivés (actifs)	232 734 846	19 929 782	-	19 929 782
Swaps de taux d'intérêt	Instruments financiers dérivés (passifs)	1 621 369 592	-	63 459 063	-63 459 063

Au cours de l'exercice 2024, une réévaluation a été effectuée concernant le montant cumulé des ajustements de juste valeur de l'instrument de couverture. La Banque a décidé de comptabiliser cette réévaluation comme suit (impact de la perte en euros) :

	Bénéfice et (perte)	Réserve de juste valeur	Montants dus aux clients	Montants dus aux établissements de crédit
Total	-8 732 919	1 340 600	3 309 216	4 083 102

Le tableau ci-dessous présente le résultat de la stratégie de couverture de la Banque, décrite dans la note 2.4, en particulier, des variations de la juste valeur des éléments couverts et des instruments de couverture de l'année en cours et de l'année comparatif, utilisée comme base pour la reconnaissance de l'inefficacité sous la rubrique perte nette sur opérations financières :

Élément couvert	Instrument de couverture	Gains/(pertes) attribuables au risque couvert		Inefficacité de la couverture
		Élément couvert	Instrument de couverture	
Instruments de dette à la juste valeur par FVOCI	IRS	5 798 388	-5 025 976	772 412
Dette attestée par des certificats	IRS	-	-	-
Montants dus aux établissements de crédit	IRS	-5 151 890	7 013 825	1 861 934
Montants dus aux clients	IRS	-3 444 693	4 095 662	650 969
Total		-2 798 195	6 083 511	3 285 315

Le profil de maturité des instruments de couverture de la Banque utilisés dans les relations de micro-couverture de juste valeur est détaillé dans la note 3.2.

Au 31 décembre 2023, la répartition est la suivante :

Élément couvert	Instrument de couverture	Gains/(pertes) attribuables au risque couvert		Inefficacité de la couverture
		Élément couvert	Instrument de couverture	
Instruments de dette à la juste valeur FVOCI	IRS	15 190 301	-15 800 360	-610 059
Dette attestée par des certificats	IRS	-40 573 987	33 453 943	-7 120 044
Montants dus aux établissements de crédit	IRS	-7 604 870	8 961 505	1 356 635
Montants dus aux clients	IRS	-7 564 206	8 988 039	1 423 833
Total		-40 552 761	35 603 127	-4 949 635

## Note 5. – Actifs corporels et incorporels

Les mouvements suivants sont intervenus dans les actifs fixes de la Banque au cours de l'exercice :

(En euros.)	Valeur brute au début de l'année	Différences de change	Ajouts	Cessions	Adj/radiation	Valeur brute à la fin de l'année	Ajustements de valeur cumulés en début d'année
Actifs incorporels	2 214 046	-	46 105	-	-	2 260 151	-2 087 997
Dont :							
Licences	2 214 046	-	46 105	-	-	2 260 151	-2 087 997
Actifs corporels	12 079 451	-	848 301	-19 343	-	12 908 408	-10 169 180
Dont :							
Rénovation du bâtiment	6 196 032	-	305 405			6 501 437	-5 573 416
Mobilier, équipement de bureau	2 056 295	-	169 359	-		2 225 654	-1 848 765
Équipement informatique (matériel)	3 827 124	-	373 536	-19 343	-	4 181 317	-2 746 998
Total	14 293 498	-	894 405	-19 343	-	15 168 559	-12 257 176

(En euros.)	Différences de change	Ajustements de valeur	Cessions	Adj/radiation	Ajustements de valeur cumulés à la fin de l'année	Valeur comptable nette à la fin de l'année
Actifs incorporels		-71 993			-2 159 990	100 161
Dont :						
Licences		-71 993			-2 159 990	100 161
Actifs corporels	-	-683 611	19 312		-10 833 478	2 074 930
Dont :						
Rénovation du bâtiment		-229 568			-5 802 985	698 453
Mobilier, équipement de bureau	-	-77 048	-		-1 925 813	299 841
Équipement informatique (matériel)	-	-376 994	19 312		-3 104 680	1 076 636
Total	-	-755 604	19 312		-12 993 468	2 175 091

Au 31 décembre 2023, la répartition est la suivante :

(En euros.)	Valeur brute au début de l'année	Différences de change	Ajouts	Cessions	Adj/radiation	Valeur brute à la fin de l'année	Ajustements de valeur cumulés en début d'année
Actifs incorporels	2 214 046	-		-	-	2 214 046	-1 983 342
Dont :							
Licences	2 214 046	-		-	-	2 214 046	-1 983 342
Actifs corporels	11 660 403	3 494	525 955	-10 400	-100 000	12 079 452	-9 597 799
Dont :							
Rénovation du bâtiment	6 183 264	-	12 768			6 196 032	-5 353 398
Mobilier, équipement de bureau	2 050 773	-	11 284	-5 762		2 056 295	-1 786 452
Équipement informatique (matériel)	3 426 366	3 494	501 903	-4 638	-100 000	3 827 124	-2 457 949
Total	13 874 449	3 494	525 955	-10 400	-100 000	14 293 498	-11 581 141

(En euros.)	Différences de change	Ajustements de valeur	Cessions	Adj/radiation	Ajustements de valeur cumulés à la fin de l'année	Valeur comptable nette à la fin de l'année
Actifs incorporels		-104 655			-2 087 997	126 049
Dont :						
Licences		-104 655			-2 087 997	126 049
Actifs corporels	1 726	-583 506	10 399		-10 169 180	1 910 272
Dont :						
Rénovation du bâtiment		-220 018			-5 573 416	622 617
Mobilier, équipement de bureau	-202	-67 873	5 762		-1 848 765	207 530
Équipement informatique (matériel)	1 928	-295 615	4 637		-2 746 999	1 080 125
Total	1 726	-688 161	10 399		-12 257 177	2 036 321

## Note 6. – Baux

La Banque loue des immeubles de bureaux utilisés dans le cadre de ses opérations (au Luxembourg et dans le pays où se trouvent ses six succursales européennes). Les baux ont des durées allant de 2025 à 2033. La durée du bail pour le contrat de location d'immeuble le plus important est en 2026 pour les bureaux de Luxembourg. En 2024, la Banque a signé un nouveau contrat de location pour le nouveau bâtiment, avec une échéance en 2033. Les obligations de la Banque au titre de son bail sont garanties par le titre de propriété du bailleur sur les actifs loués. En règle générale, la Banque n'est pas autorisée à céder et à sous-louer les actifs loués, et certains contrats exigent à maintenir certains ratios financiers.

Les valeurs comptables des actifs au titre du droit d'utilisation comptabilisés et les mouvements au cours de la période sont présentées ci-dessous :

(En euros.)	2024	2023
Au 1 <sup>er</sup> janvier 2024	12 077 396	15 434 364
Ajouts	21 774 690	895 503
Déductions	-2 682 683	-
Charges d'amortissement	-5 235 208	-4 252 471
Au 31 décembre 2024	25 934 195	12 077 396

Les valeurs comptables des dettes locatives (incluses dans la rubrique « Autres passifs ») et les variations au cours de la période sont présentées ci-dessous. L'ajout le plus significatif concerne le nouveau contrat de location pour Luxembourg et Paris :

(En euros.)	2024	2023
Au 1 <sup>er</sup> janvier 2024	12 498 252	15 793 905
Accroissement d'intérêt	560 525	358 897
Ajouts	21 774 690	895 503
Déductions	-2 682 683	-
Paielements	-5 004 393	-4 550 053
Solde au 31 décembre 2024	27 146 392	12 498 252

Les dettes locatives courantes (<1 an) au 31 décembre 2024 s'élèvent à 4 741 754 EUR (2023 : 2 056 359 EUR).

Les montants suivants sont comptabilisés en résultat :

(En euros.)	2024	2023
Ajustement de valeur des actifs liés au droit d'utilisation	-5 235 208	-4 252 471
Charges d'intérêts sur les dettes locatives	-560 525	-358 897
Montant total reconnu en résultat	-5 795 733	-4 611 368

La Banque a enregistré des sorties de trésorerie totales au titre des contrats de location d'un montant de 5 942 736 EUR en 2024 (2023 : 4 550 053 EUR).

#### Note 7. – Trésorerie, soldes auprès des banques centrales et des banques postales

Conformément aux exigences de la Banque centrale européenne, la Banque centrale du Luxembourg a mis en place un système de réserves obligatoires qui s'applique à tous les établissements de crédit luxembourgeois.

Le solde total en 2024 des dépôts auprès de la Banque centrale du Luxembourg et des banques centrales des succursales de l'UE s'élève à 250 611 116 EUR (2023 : 830 645 818 EUR), dont le solde des réserves obligatoires au 31 décembre 2024 s'élevait à 13 747 397 EUR (2023 : 9 222 633 EUR). La correction de valeur collectif ECL sur les actifs financiers relatifs aux avoirs en caisse, aux avoirs auprès des banques centrales et aux banques postales s'élevait à 0 EUR (2023 : 24 133 EUR).

#### Note 8. – Instruments de dette à la FVOCI

Depuis 2021, la Banque achète des titres pour son propre compte. Ces titres visent à améliorer sa liquidité et sont détenus dans le cadre d'un modèle économique dont l'objectif est atteint à la fois par la collecte des flux de trésorerie contractuels et par la vente d'actifs financiers.

La répartition de ces obligations par emprunteur est la suivante :

(En euros.)	2024	2023
Gouvernements	220 501 720	238 555 222
Institutions financières	124 309 703	115 457 540
Entreprises	98 129 374	98 129 020
Montant brut	442 940 796	452 141 782
Moins de correction de valeur	-8 139 502	-16 767 478
Total	434 801 295	435 374 304

Au 31 décembre 2024, les intérêts courus s'élevaient à 3 937 612 EUR (2023 : 4 038 697 EUR) et ont été inclus dans les titres de créance et autres titres à revenu fixe.

Au 31 décembre 2024, le solde non amorti des primes sur obligations s'élevait à 3 512 273 euros (2023 : 4 700 094 euros). En 2024, l'amortissement des primes comptabilisées en résultat s'élevait à 1 150 564 euros (2023 : 1 003 872 euros).

Au 31 décembre 2024, le solde non amorti des remises sur obligations s'élevait à 6 020 185 euros (2023 : 7 400 333 euros). En 2024, l'amortissement des remises comptabilisées en résultat s'élevait à 1 645 607 euros (2023 : 1 312 362 euros).

L'ajustement de la juste valeur s'élève à 8 139 502 EUR au 31 décembre 2024 (2023 : 16 767 478 EUR) et se compose d'une valeur de marché inférieure par rapport au coût amorti de 8 027 233 EUR (2023 : 16 612 537 EUR) et d'ECL de 112 269 EUR (2023 : 154 941 EUR).

La juste valeur des obligations est indiquée dans le tableau suivant :

(En euros.)	2024	2023
Gouvernements	225 205 668	243 723 682
Institutions financières	119 455 213	107 398 402
Entreprises	90 140 414	84 252 220
Total	434 801 295	435 374 304

#### Note 9. – Autres actifs

(En euros.)	2024	2023
Dû par les sociétés du groupe	11 808 303	10 006 486
Dépôt de garantie	613 310	613 301
Autre	2 284 568	593 789
Total	14 706 181	11 213 576

Au 31 décembre 2024, le montant dû par les sociétés du Groupe comprend 992 508 EUR (2023 : 1 025 996 EUR) au titre de l'accord de partage des coûts, applicable depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015 entre la succursale luxembourgeoise de China Construction Bank Corporation et China Construction Bank (Europe) SA.

Sur la base de cet accord, les deux entités peuvent partager des services de support en franchise de TVA en utilisant les dispositions de la loi luxembourgeoise sur la TVA relative au régime du groupe TVA depuis 2019.

En 2017, la Banque a mis en place un nouvel accord de prix de transfert (« TP ») concernant la répartition des coûts relatifs aux services fournis entre la Banque (y compris ses succursales) et China Construction Bank, succursale de Luxembourg. Ce TP comprend les éléments suivants :

- Répartition des coûts liés aux services de soutien administratif ;
- Références de clients ; et
- Accords de participation aux risques financés/non financés.

Au 31 décembre 2024, le montant dû par les sociétés du Groupe comprend également un montant dû par China Construction Bank Corporation, succursale de Luxembourg en relation avec le flux Transfert Pricing (TP) d'un montant de 10 885 795 EUR (2023 EUR : 8 980 490).

#### Note 10. – Paiements anticipés et produits à recevoir

Au 31 décembre 2024 et 2023, les acomptes et produits de régularisation sont composés des éléments suivants :

(En euros.)	2024	2023
Dépenses payées d'avance	7 423 542	3 527 010
Frais d'engagement payés d'avance	217 125	296 189
Autre	-	-
Total	7 640 667	3 823 199

La raison de l'augmentation est principalement liée aux avances fiscales de 2 520 000 EUR au titre de l'impôt sur la fortune nette payées en 2024.

## Note 11. – Charges à payer et produits constatés d'avance

Au 31 décembre 2024 et 2023, les charges à payer et produits constatés d'avance se composent des éléments suivants :

(En euros.)	2024	2023
Frais d'engagement et de commission perçus à l'avance	7 025 799	11 658 938
Total	7 025 799	11 658 938

## Note 12. – Passifs subordonnés

Le 20 mars 2020, la Banque a conclu un contrat de prêt subordonné avec China Construction Bank Corporation, succursale luxembourgeoise, pour un montant de 70 000 000 EUR, portant intérêt au taux EURIBOR majoré d'une marge de 111 points payable sur une base semestrielle. Cette facilité, a été autorisée par le Conseil d'administration de la Banque le 9 novembre 2018 et approuvée par le département Actif-Passif de China Construction Bank Corporation le 25 juillet 2019, et a été intégralement utilisée le 30 avril 2020.

Le prêt a une maturité de 10 ans à compter de la date d'utilisation, un remboursement anticipé n'est envisageable qu'après 5 ans à compter de la date d'utilisation, sous réserve du respect de conditions spécifiques et de l'approbation préalable de la CSSF. Le prêt est qualifié de fonds propres de catégorie 2.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2024, les intérêts à payer et charges similaires sur les emprunts subordonnés se sont élevés à 3 615 267 EUR (2023 : 3 062 308). Des intérêts de 1 855 671 EUR et 1 759 596 EUR ont été payés respectivement en avril 2024 et en octobre 2024. Un montant de 491 838 EUR était dû au titre des intérêts courus à payer au 31 décembre 2024.

## Note 13. – Soldes et transactions entre parties liées

**13.1. – Actifs**

Les soldes suivants avec les parties liées sont inclus à l'actif du bilan :

(En euros.)	2024	2023
Prêts et avances aux établissements de crédit	98 122 637	176 681 640
Titres de créance et autres titres à revenu fixe	101 983 518	92 540 519
Instruments financiers dérivés	27 828 163	33 654 837
Autres actifs	11 753 091	10 006 486
	239 687 409	312 883 482

Le montant des « Autres actifs » fait référence au partage des coûts et au partage des bénéfices des prix de transfert avec les parties liées.

**13.2. – Passifs**

Les soldes suivants avec les parties liées sont inclus au passif du bilan.

(En euros.)	2024	2023
Montants dus aux établissements de crédit	601 639 234	837 141 181
Montants dus aux clients	25 120 846	17 648 687
Instruments financiers dérivés	46 392 296	88 628 646
Passifs subordonnés	70 491 838	70 638 838
Autres passifs	662 740	971 555
	744 306 954	1 015 028 907

**13.3. – Transactions entre parties liées**

Les transactions suivantes avec des parties liées sont incluses dans le compte de résultat :

(En euros.)	2024	2023
Intérêts à recevoir et revenus similaires	54 760 807	50 308 410
Intérêts à payer et frais similaires	-104 007 736	-110 547 859
Commissions à recevoir	11 026 711	9 160 672
Autres produits d'exploitation	10 094 874	14 293 011
Autres charges d'exploitation	-637 491	-922 015
Résultat net des transactions entre parties liées	-28 762 835	-37 707 781

**Note 14. – Montants dus aux clients**

La répartition géographique des autres dettes incluses dans les montants dues aux clients est la suivante :

(En euros.)	2024	2023
UE		
Sur demande	44 980 636	41 039 763
Dépôts à terme ou avec préavis convenu	798 921 822	344 252 207
Asie		
Sur demande	18 190	173 450
Variation cumulée de la juste valeur liée à la comptabilité de couverture	-15 751 994	-22 505 918
Total	828 168 654	362 959 502

**Note 15. – Dettes attestées par des certificats**

En février 2017, la Banque (l'« Émetteur ») a mis en place un programme d'obligations à moyen terme (le « Programme ») de 3 milliards d'euros, garanti par China Construction Bank Corporation, succursale luxembourgeoise (le « Garant »). Ce programme a été actualisé en juin 2021 avec deux nouvelles émissions de titres de créance.

Au 31 décembre 2024, toutes les émissions sont arrivées à échéance et ont été remboursées au cours de l'année.

**Note 16. – Autres passifs**

Au 31 décembre 2024, les éléments suivants sont inclus dans les autres passifs :

(En euros.)	2024	2023
Créanciers divers	6 209 937	2 996 681
Passif locatif (note 6)	27 146 392	12 498 252
Autre	22 066	9 930
	33 378 395	15 504 863

Les créanciers divers représentent des dettes envers des parties liées de 611 486 EUR (2023 : 919 662 EUR) et des soldes impayés envers les fournisseurs de la Banque au 31 décembre 2024.

**Note 17. – Dispositions****17.1. – Provision pour impôt**

La Banque est assujettie à l'ensemble des impôts applicables aux établissements de crédit luxembourgeois. Les six succursales sont également assujetties à l'ensemble des impôts applicables dans leur juridiction respective. En 2022, la Banque a reçu de l'administration fiscale luxembourgeoise les avis d'imposition définitifs relatifs à l'impôt sur les sociétés et à la taxe professionnelle communale, jusqu'à l'exercice 2018 inclus, et à l'impôt sur la fortune jusqu'à l'exercice 2019 inclus.



Au 31 décembre 2024, la provision se compose principalement de l'impôt sur la fortune de 0,5 % (7 496 732 EUR) (2023 : 7 234 761 EUR) et de dettes d'impôt courant de 1 796 532 EUR dans les succursales européennes. Aucun impôt courant sur le revenu n'est dû au Luxembourg.

### Passifs fiscaux courants

(En euros.)	2024	2023
CCB Amsterdam (Pays-Bas)	-	497 955
CCB Barcelone (Espagne)	217 488	450 000
CCB Hongrie	119 462	-
CCB Milan (Italie)	1 459 582	645 347
CCB Varsovie (Pologne)	-	153 948
Total	1 796 532	1 747 250

### 17.2. – Pilier II

Les règles d'impôt minimum mondial du pilier II applicables à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024 exigent que la Banque divulgue les actifs d'impôts différés potentiels dans toutes les juridictions fiscales où la Banque est présente, au 31 décembre 2024.

Les actifs d'impôt différé potentiels qui n'ont pas été reconnus dans les états financiers au 31 décembre 2024 sont les suivants :

	2023	Utilisation pour la période	Réévaluation due à un changement du taux d'imposition	2024
CCB Amsterdam (Pays-Bas)	483 998	483 998		-
CCB Barcelone (Espagne)	2 461 716	722 754		1 738 962
CCB Hongrie (Hongrie)	617 676	36 460		581 216
CCB Paris (France)	8 856 408	-108 357		8 964 765
CCB Varsovie (Pologne)	447 379	-82 420		529 799
CCB Europe SA (Luxembourg)	15 411 626	13 893 840	68 604	1 449 182
Total	28 278 803	14 946 275	68 604	13 265 948

Le 22 décembre 2023, le Luxembourg a adopté de nouvelles règles mondiales d'impôt minimum afin de s'aligner sur les règles du Pilier 2 de l'Organisation de coopération et de développement économiques (« OECD ») relatives à l'érosion de la base d'imposition et au transfert de bénéfices (« BEPS »). La loi, telle que modifiée le 20 décembre 2024, prévoit la mise en œuvre d'une règle d'inclusion des revenus (« UTPR »), de règles sur les bénéfices sous-imposés (« IIR ») et d'un impôt minimum national complémentaire qualifié (« QDMTT »).

Les règles imposent un taux d'imposition effectif minimum de 15 %, basé sur les règles modèles du deuxième pilier de l'OECD, applicables dans chaque juridiction dans laquelle le Groupe opère.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2024, la société est soumise à l'IIR et à la QDMTT. Sur la base de l'analyse réalisée par le Groupe, la Société est considérée comme une entité constitutive du Groupe, sans droit d'imposition sur les entités constitutives faiblement imposées du Groupe.

Le Luxembourg a également adopté les orientations transitoires sur la sphère de sécurité pays par pays applicables aux exercices fiscaux commençant au plus tard le 31 décembre 2026. Les TSH limitent l'applicabilité des règles d'impôt minimum mondial au sein d'une juridiction si certains critères sont remplis.

Le Groupe a effectué l'analyse TSH pour l'exercice clos le 31 décembre 2024 et est éligible à la TSH au Luxembourg, de sorte qu'aucune QDMTT ne devrait être engagée. Sur cette base, la société a engagé des charges d'impôts co-courantes liées au Pilier 2 pour l'exercice clos le 31 décembre 2024.

**17.3. – Autres dispositions**

D'autres dispositions peuvent être présentées comme suit :

(En euros.)	2024	2023
Provision pour bonus	2 249 876	2 474 916
Provision indemnité de congé annuel	1 161 996	1 213 477
Provision pour indemnités d'expatriés	940 000	940 000
Provision pour autres charges	2 347 588	674 346
Provision pour honoraires d'audit	354 068	358 169
Pertes de crédit attendues sur garanties et engagements	586 987	1 226 972
Autre	204 537	560 165
	<b>7 845 051</b>	<b>7 448 045</b>

Les provisions pour autres charges comprennent principalement des provisions pour honoraires de conseil.

**17.4. – Systèmes de garantie des dépôts et d'indemnisation des investisseurs**

Le 18 décembre 2015, une loi relative aux mesures de résolution, de redressement et de liquidation des établissements de crédit relatives aux systèmes de garantie des dépôts et à l'indemnisation des investisseurs (ci-après la « Loi ») a été approuvée. Cette loi a transposé en droit luxembourgeois deux directives européennes : la directive 2014/59/UE établissant un cadre pour le redressement et la résolution des établissements de crédit et des entreprises d'investissement et la directive 2014/49/UE relative aux systèmes de garantie des dépôts et d'indemnisation des investisseurs.

La loi a instauré un système de garantie des dépôts et d'indemnisation des investisseurs basé sur des contributions. Ce dispositif couvrira les dépôts éligibles de chaque déposant jusqu'à 100 000 euros et les investissements jusqu'à 20 000 euros.

Le dispositif repose sur deux cotisations différentes : le Fonds de résolution unique européen (« FRU ») et le fonds luxembourgeois de garantie des dépôts « Fonds de garantie des dépôts Luxembourg » (« FDGL »).

Le montant financé par le Fonds de Résolution Luxembourg (« FRL ») créé pour financer le FRU doit atteindre d'ici fin 2024 au moins 1 % des dépôts couverts, tels que définis à l'article 1 numéro 36 de la Loi, de tous les établissements de crédit agréés dans tous les États membres participants.

Ce montant est à collecter auprès des établissements de crédit par le biais de cotisations annuelles au cours des années 2015 à 2024.

Le niveau cible de financement du FGDL est fixé à 0,8 % des dépôts garantis, tels que définis à l'article 163, numéro 8, de la Loi, des établissements de crédit concernés et doit être atteint d'ici fin 2018 par le biais de contributions annuelles. À compter de 2019, les établissements de crédit luxembourgeois continueront à contribuer pendant huit années supplémentaires afin de constituer un coussin de sécurité supplémentaire de 0,8 % des dépôts garantis, tels que définis à l'article 163, numéro 8, de la Loi.

En 2024, la Banque a versé des contributions totales au FRU pour un montant de 0 EUR (2023 : 1 154 490 EUR). La contribution de la Banque au FGDL en 2024 s'est élevée à 3 178 EUR (2023 : 7 012 EUR).

**Note 18. – Variations des capitaux propres**

Au 31 décembre 2024, le capital souscrit et libéré s'élève à 550 000 000 EUR (2023 : 550 000 000 EUR), composé de 100 000 actions d'une valeur nominale de 5 500 EUR (2023 : 5 500 EUR) par action entièrement libérées.

	Capital souscrit	Réserve légale	Réserve libre	Réserve non distribuable	Réserve de juste valeur	Bénéfice/ Perte reporté	Bénéfice de l'exercice	Total
Solde au 1 <sup>er</sup> janvier 2024	550 000 000	100 000	800 000	-	-3 921 737	-51 801 765	17 138 662	512 315 160
Affectation du résultat de l'exercice précédent	-	-	-	3 200 000	-	13 938 662	-17 138 662	-
Bénéfice de l'exercice 2024	-	-	-	-	-	-	11 599 770	11 599 770
Variation de la juste valeur des instruments de dettes à la FVOCI	-	-	-	-	8 517 404	-	-	8 517 404
Juste valeur transférée des OCI au P&L pour la comptabilité de couverture	-	-	-	-	-5 798 388	-	-	-5 798 388
Variation des pertes de crédit attendues des instruments de dette à la juste valeur par le résultat d'exploitation (FVOCI)	-	-	-	-	-42 672	-	-	-42 672
<b>Solde au 31 décembre 2024</b>	<b>550 000 000</b>	<b>100 000</b>	<b>800 000</b>	<b>3 200 000</b>	<b>-1 245 393</b>	<b>-37 863 103</b>	<b>11 599 770</b>	<b>526 591 275</b>

Au 31 décembre 2023, le mouvement était le suivant :

	Capital souscrit	Réserve légale	Réserve libre	Réserve de juste valeur	Bénéfice/ Perte reporté	(Perte)/ Bénéfice de l'exercice	Total
Solde au 1 <sup>er</sup> janvier 2023	550 000 000	100 000	800 000	-4 228 502	-35 671 147	-16 130 618	494 869 733
Affectation du résultat de l'exercice précédent	-	-	-	-	-16 130 618	16 130 618	-
Bénéfice de l'exercice 2023	-	-	-	-	-	17 138 663	17 138 663
Variation de la juste valeur des instruments de dette FVOCI	-	-	-	15 579 658	-	-	15 579 658
Juste valeur transférée des OCI au P&L pour la comptabilité de couverture	-	-	-	-15 190 301	-	-	-15 190 301
Variation des pertes de crédit attendues des instruments de dette à la juste valeur par le résultat d'exploitation (FVOCI)	-	-	-	-82 592	-	-	-82 592
Solde au 31 décembre 2023	550 000 000	100 000	800 000	-3 921 737	-51 801 765	17 138 663	512 315 161

### 18.1. – Capital souscrit

Le 3 juillet 2020, l'Assemblée générale extraordinaire a décidé d'augmenter le capital social de la Banque d'un montant de 350 000 000 euros, suite à une injection de capital Tier 1 en juillet 2020, en portant la valeur nominale de chaque action existante de 2 000 euros à 5 500 euros sans émission d'actions nouvelles. Le montant lié à cette augmentation a été intégralement libéré par l'actionnaire unique.

### 18.2. – Réserve légale

En vertu de la loi luxembourgeoise, la Banque doit affecter à une réserve légale un montant équivalent à au moins 5 % du bénéfice net annuel jusqu'à ce que cette réserve atteigne 10 % du capital social. La réserve légale n'est pas distribuable. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2024, aucune dotation n'a été effectuée à la réserve légale.

### 18.3. – Réserve libre

Bénéfices des exercices antérieurs, affectés par l'Assemblée générale annuelle des actionnaires à une réserve spécifique appelée « réserve libre », d'un montant de 800 000 euros. L'Assemblée générale annuelle peut approuver la distribution de cette réserve.

### 18.4. – Réserve non distribuable

Bénéfices des années précédentes, qui ont été affectés par les assemblées générales annuelles des actionnaires à une réserve spécifique appelée « réserve non distribuable » de 3 200 000 EUR relative à l'impôt italien sur les bénéfices exceptionnels.

### 18.5. – Réserve de juste valeur

Réserve de juste valeur relative aux titres de créance et autres titres à revenu fixe réévalués via OCI EUR : 1 245 393 (2023 : 3 921 737 €). Au cours de l'année 2024, un montant de 5 798 388 € (2023 : 15 190 301 €) (note 4) a été transféré du compte OCI au compte de résultat (sous le résultat net des opérations financières) dans le cadre de la comptabilité de couverture.

### Note 19. – Positions en devises étrangères

Au 31 décembre 2024, le montant global du bilan de la Banque libellé en devises étrangères converti en EUR est le suivant :

(En euros.)	2024	2023
Montant total des actifs en devises étrangères	774 567 886	877 306 608
Montant total des passifs en devises étrangères	706 976 791	915 706 982

## Note 20. – Répartition des revenus par marchés géographiques

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2024, la répartition géographique des revenus de la Banque est la suivante :

(En euros.)	2024	2023
Asie	6 062 671	5 663 678
UE	211 881 980	209 173 946
Reste du monde	17 847 370	7 481 732
Total	235 792 021	222 319 356

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2024, les revenus ci-dessus comprennent des intérêts à recevoir de 198 961 335 EUR (2023 : 188 302 850 EUR), des commissions à recevoir de 26 682 398 EUR (2023 : 20 148 164 EUR) qui sont principalement composées d'un montant de 10 885 795 EUR (2023 : 8 980 490 EUR) lié à l'accord de prix de transfert entre la Banque et China Construction Bank Corporation, succursale de Luxembourg et d'autres produits d'exploitation de 10 148 288 EUR (2023 : 13 868 342 EUR) principalement liés à la répartition des coûts selon le groupe de TVA et à divers produits d'exploitation.

## Note 21. – Résultat net sur opérations financières

(En euros.)	2024	2023
Gains nets non réalisés sur l'IRS	5 354 564	41 471 227
Pertes nettes non réalisées sur variation de la juste valeur des éléments couverts (note 4)	-2 798 194	-40 552 761
Pertes nettes non réalisées sur les contrats de change à terme	10 765 477	-17 982 354
Gains/(Pertes) nets sur réévaluation des actifs et des passifs en devises étrangères	-14 049 496	12 386 689
Gains/(Pertes) nets réalisés sur les contrats de change à terme	-5 404 467	5 734 315
Total	-6 132 116	1 057 116

## Note 22. – Autres produits d'exploitation

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2024, les autres produits d'exploitation sont principalement composés d'un montant de 10 094 874 EUR (2023 : 13 856 253) dû par China Construction Bank Corporation, succursale luxembourgeoise pour la répartition des coûts entre les deux entités conformément au régime de groupe TVA entré en vigueur le 1er Janvier 2019 (voir note 32).

## Note 23. – Autres charges d'exploitation

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2024, les autres charges d'exploitation s'élèvent à 783 122 EUR (2023 : 2 100 433 EUR) et consistent principalement en des prix de transfert payables par les succursales de l'UE à China Construction Bank Corporation, succursale luxembourgeoise pour un montant de 637 491 EUR (2023 : 922 015 EUR).

## Note 24. – Autres frais administratifs

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2024, les autres charges administratives se composent principalement de :

(En euros.)	2024	2023
Frais de consultation	2 178 917	1 530 005
Dépenses liées aux systèmes et aux logiciels	1 788 669	1 235 785
Frais de gestion des installations	1 309 766	1 223 028
Frais de surveillance	2 014 745	953 701
Frais de déplacement	675 317	741 615
Autres dépenses	690 951	681 584
Frais d'inscriptions	440 164	458 546
Honoraires professionnels	430 979	452 507

Frais d'immeuble de bureaux	435 982	321 970
Coûts de recrutement des employés	317 176	313 189
Télécommunication	91 230	123 689
Formation du personnel interne	124 042	92.235
	10 497 939	8 130 854

## Note 25. – Personnel

L'effectif moyen (équivalent temps plein) employés par la Banque (y compris 6 succursales) pour l'exercice clos le 31 décembre 2024 peut être réparti comme suit :

(En euros.)	2024	2023
Haute direction	16	17
Employés fonctionnels	197	182
Total	213	199

Au 31 décembre 2024, 91 employés (2023 : 85 employés) étaient employés par China Construction Bank (Europe) SA au Luxembourg et 122 employés (2023 : 108) étaient employés dans les succursales de l'UE.

## Note 26. – Corrections de valeur / (Réajustements) sur les prêts et avances et provisions pour passifs éventuels et engagements

Les ajustements de valeur comptabilisés au cours de l'année 2024 peuvent être répartis comme suit :

(En euros.)	2024	2023
Prêts et avances de trésorerie aux établissements de crédit	-327 934	291 510
Prêts et avances de fonds aux clients (note 3.3)	209 937	481 877
Trésorerie, avoirs auprès des banques centrales et des banques postales	-24 133	-15 018
Garanties et engagements	-639 985	-1 191 427
Total	-782 115	-433 058

## Note 27. – Impôt sur le résultat des activités ordinaires

En 2024, l'impôt sur les sociétés (IS) s'est élevé à 3 034 037 euros (2023 : 1 747 250). Voir la note 17.1 pour plus de détails.

## Note 28. – Autres taxes

En 2024, l'impôt sur la fortune nette (NWT) s'élevait à 2 040 000 euros (2023 : 2 056 792 euros). Aucune dotation à une réserve spéciale n'a été effectuée en 2023 (2022 : néant).

## Note 29. – Membres des organes d'administration, de direction et de surveillance

Au 31 décembre 2024, il n'existait aucun prêt, avance et garantie ou de pension accordé aux membres des organes d'administration, de direction et de surveillance (2023 : Néant).

La rémunération des membres des organes d'administration, de direction et de surveillance est la suivante :

(En euros.)	Conseil d'administration		Organes de gestion	
	2024	2023	2024	2023
Rémunération	207 200	220 800	2 244 856	2 327 700

Les organes de direction comptaient 4 membres au 31 décembre 2024 (31 décembre 2023 : 5).

## Note 30. – Rémunération de l'auditeur indépendant de la banque

Les montants d'honoraires suivants ont été passés en charges en faveur de l'auditeur indépendant de la Banque, au cours de l'exercice 2024 :

(En euros.) *	2024	2023
Contrôle légal des comptes	271 255	270 000
	271 255	270 000

(\*) Hors TVA.

## Note 31. – Hors Bilan

## 31.1. – Passifs éventuels

Les passifs éventuels sont constitués des éléments suivants :

(En euros.)	2024	2023
Garanties données en garantie	17 566 506	29 834 433
	17 566 506	29 834 433

Au 31 décembre 2024, il n'y a pas de passif éventuel à l'égard des parties liées (2023 : EUR -).

## 31.2. – Engagements

Au 31 décembre 2024 et 2023, les engagements de la Banque représentent exclusivement des lignes de crédit confirmées non utilisées.

Au 31 décembre 2024 et 2023, la répartition géographique des engagements est la suivante :

(En euros.)	2024	2023
Europe (pays membres de l'UE)	426 825 621	421 741 448
	426 825 621	421 741 448

Au 31 décembre 2024, il n'existe aucun engagement de crédit à l'égard des parties liées (2023 : EUR -).

La Banque n'a pas contracté d'autres engagements qui ne sont pas mentionnés soit au bilan, soit dans les postes hors bilan.

## Note 32. – Groupe TVA

Au 1<sup>er</sup> janvier 2019, la Banque et China Construction Bank, succursale de Luxembourg, ont adhéré au régime de groupe TVA, remplaçant ainsi l'exonération de TVA sur le partage des coûts CCB-IGP (précédemment en vigueur). China Construction Bank (Europe) SA fournit à la succursale les services suivants :

- Services d'opérations de back-office ;
- Services juridiques ;
- Services informatiques ;
- Services administratifs (Facility management, RH et Réception).

Au cours de l'exercice 2024, la Banque a facturé les services mentionnés ci-dessus à China Construction Bank Corporation, succursale de Luxembourg, un montant de 10 094 874 EUR (2023 : 13 856 253 EUR).

## Note 33. – Rendement des actifs

Le rendement des actifs de la Banque pour l'exercice clos le 31 décembre 2024, tel que défini par l'article 38.4 de la loi du 5 avril 1993 relative au secteur financier, était de 0,39 % (2023 : 0,47 %)

## Note 34. – Événements postérieurs

Aucun fait n'a été identifié depuis le 31 décembre 2024 qui pourrait affecter les états financiers à cette date.

#### IV. – Rapport du Réviseur d'entreprises agréé

##### Rapport sur l'audit des états financiers

###### **Avis**

Nous avons audité les états financiers de China Construction Bank (Europe) SA (la « Banque »), qui comprennent le bilan au 31 décembre 2024, le compte de résultat de l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes aux états financiers, y compris un résumé des politiques comptables.

Selon nous, les états financiers ci-joints donnent une image fidèle de la situation financière de la Banque au 31 décembre 2024, ainsi que du résultat de ses opérations pour l'exercice clos à cette date, conformément aux exigences légales et réglementaires luxembourgeoises relatives à la préparation et à la présentation des états financiers.

###### **Base de l'opinion**

Nous avons effectué notre audit conformément au Règlement (UE) n° 537/2014, à la loi du 23 juillet 2016 relative à la profession de l'audit (la « Loi du 23 juillet 2016 ») et aux Normes internationales d'audit (« ISA ») telles qu'adoptées pour le Luxembourg par la Commission de Surveillance du Secteur Financier (« CSSF »). Nos responsabilités en vertu du Règlement (UE) n° 537/2014, de la loi du 23 juillet 2016 et des ISA telles qu'adoptées pour le Luxembourg par la CSSF sont décrites plus en détail dans la section « Responsabilités du réviseur d'entreprises agréé pour l'audit des états financiers » de notre rapport. Nous sommes également indépendants de la Banque conformément au Code international de déontologie des professionnels comptables, y compris les Normes internationales d'indépendance, publié par l'International Ethics Standards Board for Accountants (« Code IESBA »), tel qu'adopté pour le Luxembourg par la CSSF, ainsi qu'aux règles de déontologie applicables à notre audit des états financiers, et nous avons rempli les autres responsabilités déontologiques qui nous incombent en vertu de ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

###### **Questions clés de l'audit**

Les points clés de l'audit sont ceux qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants lors de notre audit des états financiers de l'exercice en cours. Ces points ont été abordés dans le cadre de l'audit des états financiers pris dans leur ensemble et lors de la formation de notre opinion sur ceux-ci. Nous n'exprimons pas d'opinion distincte sur ces points. Pour chaque point clé de l'audit, une description de la manière dont notre audit a traité le point est présentée ci-dessous :

###### **Correction de la valeur des prêts et avances à la clientèle**

###### Description

L'activité principale de la Banque consiste à octroyer des prêts aux entreprises chinoises implantées en Chine et investissant en Europe, ainsi qu'aux entreprises situées dans l'Union européenne ayant des intérêts commerciaux en Chine. Les prêts et avances à la clientèle (ci-après dénommés « prêts à la clientèle » ou « prêts ») sont principalement constitués de prêts syndiqués et bilatéraux.

Au 31 décembre 2024, les prêts à la clientèle s'élevaient à 1,99 milliard d'euros (2023 : 2,02 milliards d'euros) contre lesquels des pertes de crédit attendues de 8,9 millions d'euros (2023 : 20,4 millions d'euros) ont été enregistrées (voir notes 2.3, 2.10 et 3 des états financiers).

Nous avons considéré la correction de valeur des prêts et avances à la clientèle comme un point clé de l'audit, car la détermination et l'évaluation de la dépréciation selon IFRS 9 requièrent des jugements et des estimations subjectifs de la part de la direction de la Banque. La Banque utilise les méthodes suivantes pour évaluer la provision pour dépréciation requise :

- Des critères quantitatifs et qualitatifs sont utilisés pour évaluer les augmentations significatives du risque de crédit ;
- Les pertes de crédit attendues (« ECL ») sont mesurées sur la base des principes énoncés sous la norme IFRS9 et adaptés par la Banque dans son processus et modèle de calcul des ECL.

Les jugements et estimations appliqués par la Direction pour déterminer la dépréciation des prêts incluent les hypothèses de modélisation utilisées pour construire le modèle qui sert de base au calcul de l'ECL, l'identification des événements qui pourraient éventuellement entraîner une augmentation significative du risque de crédit, une valorisation appropriée de la garantie/garantie connexe, l'évaluation des clients ou des garants susceptibles de faire défaut et les flux de trésorerie futurs relatifs aux prêts aux clients.

En raison du montant important des prêts aux clients et des facteurs mentionnés ci-dessus liés à l'identification et à la mesure des facteurs de correction de valeur, ceci est considéré comme un point clé de l'audit.

**Comment la question a été traitée dans notre audit**

Nous avons examiné la conception et l'efficacité opérationnelle des contrôles clés des processus liés à l'octroi, à la comptabilisation et au suivi des prêts aux clients. Dans le cadre des procédures de test des contrôles, nous avons évalué l'efficacité de la conception, de la mise en œuvre et du fonctionnement des contrôles clés des processus susmentionnés.

Pour le modèle des pertes de crédit attendues, nous avons effectué les procédures d'audit substantives suivantes :

- Nous avons vérifié que les données utilisées pour calculer l'ECL sont complètes et exactes. Nous avons également testé, sur la base d'échantillons, les extractions de données utilisées dans les modèles, y compris la notation des contreparties et les variations entre différentes notations, le cas échéant ;
- Nous avons reçu l'approbation d'EY Chine concernant les hypothèses et les aspects informatiques du modèle ECL du Groupe CCB. Nous avons retracé les hypothèses, les données d'entrée et les formules utilisées dans le modèle ECL jusqu'à l'approbation reçue d'EY Chine. Nous avons également effectué une analyse comparative, vérifié la pertinence des formules utilisées et recalculé la probabilité de défaut, la perte en cas de défaut et l'exposition au défaut pour un échantillon de prêts.

Pour évaluer l'augmentation significative du risque de crédit, nous avons effectué les procédures de fond suivantes :

- Nous avons testé un échantillon du portefeuille de prêts, sélectionné selon une approche fondée sur les risques, afin d'évaluer de manière critique l'existence d'indicateurs susceptibles de déclencher une augmentation significative du risque de crédit. Nous avons testé les prêts à la date de clôture en examinant de manière critique la situation financière, la solvabilité des contreparties et de leurs garants, la valorisation appropriée des garanties/garanties associées et en assurant le remboursement ponctuel du principal et des intérêts avant et après la date de clôture.

***Autres informations***

Le conseil d'administration est responsable des autres informations. Ces informations comprennent celles figurant dans le rapport de gestion, mais excluent les états financiers et notre rapport de réviseur d'entreprises agréé.

Notre opinion sur les états financiers ne couvre pas les autres informations et nous n'exprimons aucune forme de conclusion d'assurance à leur sujet.

Dans le cadre de notre audit des états financiers, notre responsabilité consiste à lire les autres informations et, ce faisant, à déterminer si elles présentent des incohérences significatives avec les états financiers ou avec les connaissances acquises lors de l'audit, ou si elles semblent autrement comporter des anomalies significatives. Si, sur la base de nos travaux, nous concluons à l'existence d'une anomalie significative dans ces autres informations, nous sommes tenus de le signaler. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

***Responsabilités du conseil d'administration et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers***

Le Conseil d'Administration est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux exigences légales et réglementaires luxembourgeoises relatives à la préparation et à la présentation des états financiers, ainsi que du contrôle interne que le Conseil d'Administration considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, le Conseil d'administration est chargé d'évaluer la capacité de la Banque à poursuivre son exploitation, de divulguer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité d'exploitation et d'utiliser le principe comptable de continuité d'exploitation, à moins que le Conseil d'administration n'ait l'intention de liquider la Banque ou de cesser ses activités, ou n'ait aucune autre solution réaliste que de le faire.

***Responsabilités du Réviseur d'Entreprises Agréé pour l'audit des états financiers***

Notre audit a pour objectif d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et d'émettre un rapport de « Réviseur d'Entreprises Agréé » contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau d'assurance élevé, mais ne garantit pas qu'un audit réalisé conformément au Règlement (UE) n° 537/2014, à la loi du 23 juillet 2016 et aux normes ISA adoptées pour le Luxembourg par la CSSF permettra systématiquement de détecter une anomalie significative, le cas échéant. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et sont considérées comme significatives si, individuellement ou collectivement, on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles influencent les décisions économiques des utilisateurs prises sur la base de ces états financiers.



Dans le cadre d'un audit réalisé conformément au Règlement (UE) n° 537/2014, à la loi du 23 juillet 2016 et aux normes ISA luxembourgeoises adoptées par la CSSF, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de l'audit. Nous avons aussi :

- Identifier et évaluer les risques d'anomalies significatives dans les états financiers, qu'elles résultent de fraudes ou d'erreurs, concevoir et mettre en œuvre des procédures d'audit adaptées à ces risques et recueillir des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de ne pas détecter une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer une collusion, une falsification, des omissions intentionnelles, des fausses déclarations ou un contournement du contrôle interne.
- Acquérir une compréhension du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Banque
- Évaluer la pertinence des politiques comptables utilisées et le caractère raisonnable des estimations comptables et des informations connexes faites par le conseil d'administration.
- Nous concluons sur le bien-fondé de l'application par le Conseil d'administration du principe comptable de continuité d'exploitation et, sur la base des éléments probants recueillis, sur l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou conditions susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Banque à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention, dans notre rapport de Réviseur d'Entreprises Agréé, sur les informations correspondantes fournies dans les états financiers ou, si ces informations sont insuffisantes, de modifier notre opinion. Nos conclusions reposent sur les éléments probants recueillis jusqu'à la date de notre rapport de Réviseur d'Entreprises Agréé. Toutefois, des événements ou conditions futurs pourraient mettre fin à la continuité d'exploitation de la Banque.
- Évaluer la présentation générale, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations à fournir, et déterminer si les états financiers représentent les transactions et événements sous-jacents d'une manière qui permet une image fidèle.
- Obtenir des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et des activités de la Banque afin d'exprimer une opinion sur les états financiers. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit de la Banque. Nous demeurons seuls responsables de notre opinion d'audit.

Nous communiquons avec les responsables de la gouvernance concernant, entre autres, la portée et le calendrier prévus de l'audit et les constatations importantes de l'audit, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous identifions au cours de notre audit.

Nous fournissons également aux responsables de la gouvernance une déclaration attestant que nous nous sommes conformés aux exigences éthiques pertinentes en matière d'indépendance, et de leur communiquer toutes les relations et autres questions qui peuvent raisonnablement être considérées comme ayant une incidence sur notre indépendance et, le cas échéant, les garanties connexes.

À partir des éléments communiqués aux responsables de la gouvernance, nous déterminons les éléments les plus importants lors de l'audit des états financiers de l'exercice et qui constituent donc les points clés de l'audit. Nous écrivons ces points dans notre rapport, sauf si la loi ou la réglementation interdit leur divulgation publique.

#### Rapport sur d'autres exigences légales et réglementaires

Nous avons été nommés « Réviseur d'Entreprises Agréé » par le Conseil d'administration du 5 mai 2023 et la durée de notre mission ininterrompue, y compris les renouvellements et reconductions précédents, est de six ans.

Le rapport de gestion est cohérent avec les états financiers et a été établi conformément aux exigences légales applicables.

Nous confirmons que les services non liés à l'audit interdits visés par le règlement UE n° 537/2014 n'ont pas été fournis et que nous restons indépendants de la Banque dans la conduite de l'audit.

Luxembourg, 21 mai 2025

Antoine Le Bars

Ernst & Young

Société anonyme

Cabinet de révision agréé

#### V. – Rapport de gestion

Le rapport de gestion est disponible à nos guichets 86/88, boulevard Haussmann, 75008 PARIS.